



**PRÉFET
DE LA RÉGION
NOUVELLE-AQUITAINE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat général
pour les affaires régionales**



Plateforme Régionale
des Achats de l'État
NOUVELLE-AQUITAINE

**ACCORD-CADRE MONO-ATTRIBUTAIRE À MARCHÉS SUBSÉQUENTS
RELATIF À LA MAINTENANCE PRÉVENTIVE ET CORRECTIVE
DES INSTALLATIONS DE CHAUFFAGE, VENTILATION, CLIMATISATION
POUR LES SERVICES ET ÉTABLISSEMENTS PUBLICS DE L'ÉTAT
SITUÉS EN NOUVELLE-AQUITAINE**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

Consultation n° **2025 - PFRANA - 03**

Sommaire

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
1.1 - Objet de l'accord-cadre et des marchés subséquents.....	5
1.2 - Procédure de consultation.....	5
1.3 - Typologie des locaux.....	5
ARTICLE 2 - LES PARTIES.....	6
ARTICLE 3 - DÉFINITIONS.....	7
3.1 - L' « accord-cadre ».....	7
3.2 - Le « marché subséquent ».....	7
3.3 - La « maintenance ».....	7
3.4 - Les niveaux d'intervention.....	8
3.5 - L' « exploitation » ou « exploitation - maintenance ».....	8
3.6 - Les « consommables de maintenance » et « ingrédients ».....	9
3.7 - Les « pièces de rechange ».....	9
3.8 - Marché à « obligation de résultat ».....	9
3.9 - La « franchise ».....	10
3.10 - « L'équipement ».....	10
3.11 - Le « délai d'intervention ».....	10
3.12 - Le « délai de rétablissement ».....	10
ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES.....	11
ARTICLE 5 - FORME ET DURÉE DE L'ACCORD-CADRE.....	11
5.1 - Forme de l'accord-cadre.....	11
5.2 - Durée de l'accord-cadre.....	12
5.3 - Clause de continuité de service.....	12
5.4 - Clause de réexamen.....	12
ARTICLE 6 - PRESTATIONS SIMILAIRES.....	12
ARTICLE 7 - AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE (PFI).....	13
7.1 - Principe.....	13
7.2 - Obligations du service.....	14
7.3 - Missions et obligations du titulaire.....	14
7.4 - Certificats d'économie d'énergie (CEE).....	14
ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE.....	14
ARTICLE 9 - CONSIDÉRATIONS SOCIALES.....	15
9.1 - Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale.....	15
9.2 - Modalités de contrôle.....	15
ARTICLE 10 - OBLIGATIONS DE CONSEIL ET ACCOMPAGNEMENT DU MAÎTRE D'OUVRAGE.....	16
ARTICLE 11 - MARCHÉS SUBSÉQUENTS.....	16
11.1 - Modalités de passation et d'exécution des marchés subséquents.....	16
11.2 - Détail des postes (A et B) et des unités d'œuvre (UO).....	17

11.2.1 - Poste A - Maintenance sans exploitation.....	18
11.2.2 - Poste B - Maintenance avec exploitation.....	19
11.3 - Début d'exécution des prestations.....	19
11.3.1 - Réunion de lancement.....	19
11.3.2 - Exécution des prestations.....	20
11.3.3 - Commande des prestations - Bons de commande.....	20
11.4 - Inventaire de départ - Audit d'entrée.....	23
11.5 - Connaissance des lieux et des installations.....	24
11.6 - Ajouts et retraits de sites et/ou d'équipements.....	24
11.6.1 - Ajout ou remplacement d'équipements.....	24
11.6.2 - Retrait de sites ou de bâtiments.....	24
11.6.3 - Retrait d'équipements sur un site.....	24
ARTICLE 12 - CONTRÔLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS.....	25
12.1 - Contrôle de l'exécution des prestations.....	25
12.2 - Admission des opérations.....	25
12.2.1 - Admission des opérations de maintenance préventive.....	25
12.2.2 - Admission des opérations de maintenance corrective.....	25
ARTICLE 13 - REMISE DES ÉQUIPEMENTS / DÉMOBILISATION / PLAN DE RÉVERSIBILITÉ.....	25
ARTICLE 14 - PRIX.....	26
14.1 - Forme du prix.....	26
14.2 - Contenu des prix.....	27
14.3 - Prestation minimale / prestation annuelle principale.....	27
14.3.1 - Maintenance préventive.....	27
14.3.2 - Maintenance corrective.....	27
14.4 - Révision des prix.....	28
14.5 - Règle des arrondis.....	29
14.6 - Seuil de déclenchement de la révision.....	29
14.7 - Clause de réexamen.....	29
14.8 - Garantie à première demande.....	29
ARTICLE 15 - MODALITÉS DE PAIEMENT.....	29
15.1 - Règlement.....	29
15.2 - Facturation dématérialisée.....	30
15.3 - Délais de paiement.....	30
15.4 - Avances.....	31
15.5 - Paiement des sous-traitants directs.....	31
ARTICLE 16 - MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS - PÉNALITÉS.....	32
16.1 - Pénalités pour retard d'intervention de dépannage et/ou de rétablissement.....	32
16.2 - Pénalités pour intervention ou dépannage non concluant (actions correctives).....	32
16.3 - Pénalités pour retard dans l'exécution de prestations.....	33
16.3.1 - Maintenance préventive.....	33

16.3.2 - Maintenance corrective.....	33
16.3.3 - Mise en marche / mise à l'arrêt des installations.....	33
16.4 - Pénalités pour manquement aux obligations administratives du titulaire.....	33
16.5 - Pénalités pour non respect des formalités du code du travail.....	33
16.6 - Pénalités en cas de non-respect de la clause sociale.....	33
16.7 - Récapitulatif des différents délais.....	33
ARTICLE 17 - RÉFACTION - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES.....	35
17.1 - Réfaction en cas de mauvaise exécution.....	35
17.2 - Exécution aux frais et risques du titulaire.....	35
ARTICLE 18 - RÉSILIATION.....	35
18.1 - Résiliation de l'accord-cadre.....	35
18.2 - Résiliation des marchés subséquents.....	35
18.3 - Perte de l'exclusivité contractuelle.....	36
ARTICLE 19 - ACCÈS RESTREINT À CERTAINS SITES OU ZONES.....	37
19.1 - Accès - Consignes.....	37
19.2 - Contrôle nominatif.....	37
19.3 - Contrôle des accès - Sites à sécurité accrue.....	37
ARTICLE 20 - ASSURANCES.....	38
ARTICLE 21 - GARANTIES.....	38
ARTICLE 22 - RÈGLEMENT AMIABLE - DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	38
ARTICLE 23 - JURIDICTION COMPÉTENTE.....	39
ARTICLE 24 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX.....	39
ANNEXES.....	39
GLOSSAIRE.....	40

ARTICLE 1 - DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) fixe les caractéristiques, modalités d'exécution et conditions de passation de marchés subséquents issus de cet accord-cadre (cf. définitions article 3).

1.1 - Objet de l'accord-cadre et des marchés subséquents

Le présent accord-cadre a pour objet des prestations de maintenance des installations de chauffage, ventilation, climatisation (CVC).

Les services bénéficiaires et les sites concernés sont indiqués en annexe 1 de l'acte d'engagement (AE). Cette liste est susceptible d'évoluer. Dans les cas de fermeture de sites ou de déménagement de services bénéficiaires, les parties sont dégagées de leurs obligations vis-à-vis de ce ou ces sites.

Les prestations sont décrites dans les articles suivants. Les niveaux de maintenance sont (cf. article 3.4) :

- la maintenance préventive, de niveau 1 à 4,
- la maintenance corrective, de niveau 2 à 4.

Le présent accord-cadre distingue :

- une prestation annuelle principale, forfaitaire, destinée à assurer la maintenance préventive des équipements, la maintenance corrective à concurrence du montant de la franchise et éventuellement l'exploitation, selon le forfait commandé ;
- une prestation corrective hors forfait, déclenchée par une émission unique ou successive de bons de commande.

1.2 - Procédure de consultation

Le présent accord-cadre mono-attributaire à marchés subséquents est passé selon la procédure de l'appel d'offre ouvert, en application des articles L 2124-1 et L 2124-2, et R 2161-1 à R 2161-5 du code de la commande publique (CCP).

Il est alloté selon la répartition géographique suivante (article L 2113-10 du CCP) :

n° lot	Zone géographique
2 (1)	Bordeaux Métropole (tous services)
19	Vienne (tous services)

- (1) Ambarès-et-Lagrave, Ambès, Artigues-près-Bordeaux, Bassens, Bègles, Blanquefort, Bordeaux, Bouliac, Bruges, Carbon-Blanc, Cenon, Eysines, Floirac, Gradignan, Le Bouscat, Le Haillan, Le Taillan-Médoc, Lormont, Martignas-sur-Jalle, Mérignac, Parempuyre, Pessac, Saint-Aubin-de-Médoc, Saint-Louis-de-Montferrand, Saint-Médard-en-Jalles, Saint-Vincent-de-Paul, Talence, Villenave d'Ornon.

1.3 - Typologie des locaux

Le présent accord-cadre porte sur les installations CVC installés dans des locaux de types suivants :

- locaux à usage de bureaux,
- bâtiments d'hébergement, logements de fonction,
- restaurants administratifs,
- ateliers, locaux techniques,
- locaux à usage informatique,
- salles de réunion, de formation,

- locaux d'archives...

A titre indicatif, la description des équipements à maintenir est celle stipulée en annexe 2 au CCTP et, s'ils sont disponibles sur site, dans les pièces, plans et schémas des Dossiers des Ouvrages Exécutés (DOE).

ARTICLE 2 - LES PARTIES

Les services de l'État en région Nouvelle-Aquitaine et certains établissements publics adhérents, coordonnent leurs besoins en matière de maintenance pour les équipements de chauffage, ventilation, climatisation (CVC) de leurs infrastructures, au moyen d'un groupement de commande.

La liste indicative des services concernés figure en annexe 1 à l'AE et/ou en annexe 2 au CCTP.

Le **pouvoir adjudicateur** est le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine.

Le **représentant du pouvoir adjudicateur (RPA)**, chargé de coordonner les besoins pour la passation de l'accord-cadre régional pour le compte des services de l'État de la région Nouvelle-Aquitaine (services déconcentrés, services à compétence nationale, services délocalisés d'administration centrale), hors ministère des Armées, est le Secrétaire général pour les affaires régionales (SGAR) de Nouvelle-Aquitaine, assisté de la Plate-forme régionale des Achats (PFRA) du SGAR.

Le RPA est chargé de signer et de notifier l'accord-cadre, ainsi que les actes modificatifs intervenant en cours d'exécution de l'accord-cadre tels que, notamment, les avenants et les agréments de sous-traitants concernant un lot dans sa globalité, pour le compte des services de l'État dans la région Nouvelle-Aquitaine (services déconcentrés, services à compétence nationale, services délocalisés d'administration centrale) hors ministère des armées et certains établissements publics de l'État de la région Nouvelle-Aquitaine.

Le RPA est également seul compétent pour les décisions de résiliation de l'accord-cadre, dans les conditions énoncées aux articles 38 à 45 du CCAG-FCS.

La **plate-forme régionale des Achats de l'État (PFRA)**, désignée ci-après « l'acheteur », est le service du SGAR qui, par délégation, coordonne les besoins pour le compte des services et des établissements publics de l'État en Nouvelle-Aquitaine.

La PFRA est habilitée à recevoir les documents devant être adressés à la personne publique, et à fournir toutes informations administratives et techniques utiles à la mise en place de l'accord-cadre.

Les **services et établissements publics de l'État membres du groupement, dits « services bénéficiaires »**, sont chargés de l'exécution (administrative, financière et technique) des marchés subséquents qu'ils passent sur le fondement de l'accord-cadre, pour leurs sites respectifs.

A ce titre, les autorités responsables des services bénéficiaires procéderont à la signature et la notification des marchés subséquents, et, par dérogation à l'article 3.7.1. du CCAG-FCS, à l'émission de bons de commande associés. En outre, ils s'assureront de la bonne exécution et du suivi administratif des marchés subséquents passés (avenants selon les modalités prévues à l'article 11.6 ci-après, éventuelles décisions de non-reconduction ou de résiliation des marchés subséquents, application des pénalités, des mises en demeures, etc.).

Par dérogation aux articles 13, 14 et 30 du CCAG-FCS, les autorités responsables des services bénéficiaires sont également habilitées à prendre toutes décisions, au titre du ou des bons de commande émis, de nature à assurer la bonne exécution des prestations commandées telles que l'application ou l'exonération de pénalités, les mises en demeure, les prolongations de délais, ainsi que toute décision portant grief (ajournement, réception avec ou sans réfaction, rejet, résiliation de bon de commande).

Le service bénéficiaire est l'interlocuteur du titulaire, désigné par les services et les établissements publics de l'État coordonnés dans chacun des sites pour la gestion des marchés subséquents et des bons de commande issus du présent accord-cadre.

Le **gestionnaire de site** est l'interlocuteur du titulaire, désigné par les services bénéficiaires pour leurs sites. Chargé de la gestion du présent marché, il émet toutes directives concernant l'exécution des prestations, en particulier les fiches d'intervention relatives au programme annuel de maintenance préventive. Le nom du responsable désigné par chaque service bénéficiaire figure en colonne « Nom du gestionnaire », en annexe 1 à l'AE et en annexe 2 au CCTP.

Le **responsable de site** est le contact du prestataire pour les visites et interventions sur le site.

Le **titulaire** est l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre régional avec le préfet de la région Nouvelle-Aquitaine, et les marchés subséquents et les bons de commande qui en découlent, avec les services bénéficiaires.

Le titulaire soumet à l'acceptation du RPA la personne habilitée à le représenter pour toute question relative à l'exécution des prestations. Le RPA se réserve le droit de vérifier la compétence et la qualification du personnel mis en place par le titulaire, d'interdire l'accès des locaux et de demander le remplacement des agents n'ayant pas la qualification ou la compétence suffisante pour l'exécution du marché.

Le titulaire est responsable de son personnel, en toutes circonstances, et pour quelque cause que ce soit.

Le **site d'intervention** est l'emplacement géographique où se trouvent implantés les équipements à maintenir.

Ce site est associé à une adresse géographique individuelle. Un site peut comporter plusieurs bâtiments, comportant chacun plusieurs équipements à maintenir.

Le site est associé à un gestionnaire de site, qui peut agir pour un ou plusieurs sites (cf. annexe 1 à l'AE).

ARTICLE 3 - DÉFINITIONS

Pour l'exécution de l'accord-cadre et de ses marchés subséquents, les termes et expressions ci-dessous ont la signification suivante.

3.1 - L' « accord-cadre »

Il a pour objet d'établir les termes régissant les marchés à passer au cours d'une période donnée, notamment en ce qui concerne les prix et les prestations envisagées.

L'accord-cadre mono attributaire est conclu avec un opérateur économique exclusif par lot.

3.2 - Le « marché subséquent »

C'est un marché passé sur le fondement d'un accord-cadre. Ce marché peut compléter les dispositions de l'accord-cadre, sans le modifier substantiellement.

Passé exclusivement avec le titulaire de l'accord-cadre, le marché subséquent est porté et exécuté par les services bénéficiaires du groupement mutualisé.

Il y a autant de marchés subséquents que de services bénéficiaires figurant en annexe 1 à l'AE.

3.3 - La « maintenance »

La norme NF EN 13306 (janvier 2018) - Indice X 606319 définit la maintenance comme « ensemble de toutes les actions techniques, administratives et de management durant le cycle de vie d'un bien, destiné à le maintenir ou à le rétablir dans un état dans lequel il peut accomplir la fonction requise ».

Types de maintenance

Maintenance préventive

Maintenance exécutée à intervalles prédéterminés ou selon des critères prescrits, destinée à réduire la probabilité de défaillance ou la dégradation du fonctionnement d'un bien (extrait NF EN 13306 - Indice X 60-319).

Maintenance programmée

Maintenance préventive exécutée selon un calendrier préétabli (extrait NF EN 13306 - Indice X 60-319).

Maintenance corrective

Maintenance exécutée après détection d'une panne, destinée à remettre un bien en état d'accomplir une fonction requise (extrait NF EN 13306 - Indice X 60-319). Elle se décompose en maintenance palliative et maintenance curative.

Maintenance palliative

Maintenance qui s'attache à corriger tout incident identifié empêchant l'utilisation d'un bien en condition optimale, nécessitant une intervention rapide pour pallier le plus urgent avec remise en service permettant de poursuivre l'exploitation, dans l'attente d'une correction définitive durable (maintenance curative).

Maintenance curative

Maintenance qui s'attache à corriger tout défaut identifié, par des actions permettant de rétablir un bien dans son état initial lui permettant d'accomplir durablement sa fonction. Le résultat des actions réalisées doit présenter un caractère permanent.

3.4 - Les niveaux d'intervention

Pour l'exécution du présent accord-cadre, parmi les 5 niveaux de maintenance définis selon les normes NF X 60-000 (avril 2016) et NF EN 13306 (janvier 2018) - Indice X 606319, seuls les niveaux 1 à 4 sont utilisés. Le niveau 5 est exclu de cet accord-cadre.

Niveau 1 :

Type d'action : réglages simples prévus par le constructeur, au moyen d'organes accessibles sans aucun démontage d'équipement ou échange d'éléments accessibles en toute sécurité.

Personnel : exploitant du bien.

Exemple : ré initialisation d'un automate après arrêt d'urgence.

Niveau 2 :

Type d'action : dépannage par échange standard, opérations mineures de maintenance préventive.

Personnel : technicien habilité.

Exemple : changement d'un relais, contrôle de fusibles, ré-enclenchement de disjoncteur.

Niveau 3 :

Type d'action : identification et diagnostic de pannes, réparation par échange standard, réparations mécaniques mineures, maintenance préventive.

Personnel : technicien spécialisé.

Exemple : identification de l'élément défaillant, recherche et élimination de la cause, remplacement.

Niveau 4 :

Type d'action : travaux importants de maintenance préventive ou corrective, exceptés rénovation et reconstruction, réglage des appareils de mesure, contrôle des étalons.

Personnel : équipe avec encadrement technique spécialisé.

Exemple : intervention sur matériel dont la remise en service est soumise à qualification.

Niveau 5 :

Type d'action : réparations importantes, rénovation, reconstruction.

Personnel : moyens proches de la fabrication.

Exemple : mise en conformité d'équipements lourds selon la réglementation.

3.5 - L' « exploitation » ou « exploitation - maintenance »

L'exploitation représente l'ensemble des actions permettant directement à un bien d'assurer un service déterminé. Pour cet accord-cadre, il s'agit de l'exploitation technique des installations associées aux bâtiments, indépendamment des tâches liées à l'administration ou aux activités.

L'exploitation technique comprend les seules actions attachées directement à un bâtiment et ses abords, comme :

- la conduite et l'entretien courant des installations techniques ;
- la mise en route et l'arrêt des chaufferies ;
- les basculements saisonniers des climatisations réversibles et pompes de circulation ;

- le relevé des compteurs (eau, électricité, gaz, calories, ECS...) ;
- le suivi des consommations.

3.6 - Les « consommables de maintenance » et « ingrédients »

Au sens de la norme NF X 60-000, il s'agit des produits ou articles banalisés nécessaires à la maintenance, de faible coût et de consommation fréquente, comme les huiles, graisses, rouleaux de papier pour appareils enregistreurs, quincaillerie, filtres climatiseurs (compris, pour chaque organe, dans la limite du montant de la franchise du forfait commandé, en € HT), fluides frigorigènes (pour les climatiseurs de moins de 2 kg de gaz), sels adoucisseur d'eau, traitement filmogène...

Les modalités suivantes seront appliquées au titre du présent accord-cadre :

- les « consommables de maintenance » (papier, petites fournitures, joints...) et « ingrédients de maintenance » (huile, graisse, dégrissant, lubrifiant...) nécessaires aux actions de maintenance sont dus et compris dans le prix forfaitaire, sans limitation ;
- les éléments consommables (filtres à carburant, filtres Split, anode sacrificielle...) constitutifs d'un équipement et indispensables à son fonctionnement sont également dus et compris dans le prix forfaitaire ;
- les courroies, filtres de CTA et sels d'adoucisseurs ne sont pas compris au titre du forfait de maintenance, et doivent faire l'objet d'un devis, sans déduction de franchise. Ce devis est soumis à l'acceptation du service bénéficiaire.

3.7 - Les « pièces de rechange »

La norme NF X 60-000 distingue trois types de pièces de rechange :

Pièces à remplacement programmé : il s'agit des « pièces d'usure conçues pour recevoir seules l'usure ; le remplacement est préconisé par le constructeur pour un nombre déterminé d'unités d'usage ».

Pièces à remplacement non programmé : il s'agit de pièces de rechange dont le remplacement intervient en général au cours d'une action de maintenance corrective exécutée à la suite d'une défaillance. C'est le cas pour des pièces à remplacement programmé qu'une action de maintenance corrective oblige à remplacer, en dehors de la périodicité normale de maintenance préventive. Cela se produit également lors d'un franchissement de seuil d'un paramètre suivi en maintenance conditionnelle.

Pièces à remplacement exceptionnel : il s'agit de pièces détachées ou assemblées dont la durée de vie prévisible est au moins égale à celle du bien considéré.

3.8 - Marché à « obligation de résultat »

L'obligation de résultat est l'obligation pour le titulaire d'atteindre un résultat précis, véritable et déterminé à l'avance.

Le présent accord-cadre est à obligation de résultat :

- dans la planification et la réalisation de maintenance périodique telle que prévue à la gamme de maintenance (annexe 1 au CCTP) ;
- dans le respect des délais d'intervention et de rétablissement associés au forfait commandé ;
- concernant les actions à mener en maintenance corrective, l'obligation de résultat intègre notamment la production et l'exécution des devis dans les délais ;
- dans le respect des délais d'indisponibilité des équipements ;
- dans la mise en place et la production dans les délais des documents listés à l'article 16.6 ci-après et 4.8.2 de l'annexe 4 au CCAP (clause de performance énergétique avec intéressement) ;
- dans la mise en place d'une exploitation efficiente des équipements ;
- dans l'éventuelle mise en œuvre de la clause de performance énergétique avec intéressement (PFI).

Dans le cadre des interventions correctives au sens des normes AFNOR NF EN 13306 et NF X 60-000, il appartient au titulaire de mettre en œuvre, dans les délais fixés au présent contrat, les actions palliatives suffisantes permettant la remise en service même provisoire de l'équipement pour qu'il accomplisse tout ou partie de ses fonctions, pour mettre un terme au désordre.

La constatation et le diagnostic de la panne ne sont pas considérés comme des résultats suffisants, libérant le titulaire de son obligation de résultat.

3.9 - La « franchise »

La franchise est une exemption n'ouvrant pas droit à paiement par facturation complémentaire, à hauteur du plafond prévu au forfait commandé.

Cette franchise s'entend hors taxes, par intervention et par équipement, rabais contractuel déduit.

Pour la pose des pièces couvertes par la franchise, la main d'œuvre et le déplacement sont compris au titre du forfait commandé.

Pour les pièces d'un montant supérieur à la franchise (cf. CCAP art. 11.2), le titulaire doit adresser au service :

- son devis, précisant le temps passé, le coût de la main d'œuvre et la remise appliquée,
- la facture du fournisseur.

Le montant de la franchise applicable à un site est rappelé en tête de colonne de l'annexe 1 à l'AE.

3.10 - « L'équipement »

Pour l'exécution du présent accord-cadre, l'équipement correspond au regroupement d'un « ensemble de biens, ou partie d'un bien déjà fractionné, considéré individuellement et qui assure une voire plusieurs fonctions requises élémentaires » (extrait FDX 60-012). L'article 2 du CCTP précise ce point.

Exemples : CTA alimentée en eau glacée, climatiseur autonome monobloc ou multi-bloc, groupe de production d'eau glacée, pompe ou groupe de pompes pour une fonction requise, chaudière avec brûleur et pompes de bouclage/distribution...

3.11 - Le « délai d'intervention »

Ce délai s'entend comme le délai maximum dont dispose le technicien pour intervenir sur l'équipement concerné, après réception d'un appel ou d'une demande d'intervention. Le temps de déplacement est compris.

Cette demande est transmise par tout moyen approprié, convenu au préalable à la mise en place du marché subséquent.

Le moyen d'attester de la bonne réception de cette demande par le titulaire est également convenu à la mise en place du marché subséquent.

L'intervention doit être assurée par un technicien ou une équipe technique, selon l'importance de la panne, du matériel et de la typologie du bâtiment.

La constatation et le diagnostic de la panne ne sont pas considérés comme des résultats suffisants, libérant le titulaire de son obligation de résultat.

Les délais d'intervention actés au présent contrat s'entendent pour une durée maximale après réception de la demande d'intervention.

3.12 - Le « délai de rétablissement »

Ce délai correspond au délai maximum autorisé d'indisponibilité du système, après réception de la demande d'intervention par le titulaire.

Le mainteneur est tenu de mettre en œuvre tous les moyens nécessaires permettant de rétablir a minima une utilisation dégradée des équipements, dans l'attente de la réparation définitive.

Le non-respect du délai de rétablissement peut être sanctionné par les pénalités prévues à l'article 16.

ARTICLE 4 - PIÈCES CONTRACTUELLES

Les pièces constitutives de l'accord-cadre sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante ; seul l'exemplaire conservé dans les archives de l'administration fait foi :

- l'acte d'engagement (AE) et ses annexes 1 à 4 :
 - annexe 1 (financière – maintenance préventive) ;
 - annexe 2 (BPU MO rabais) ;
 - annexe 3 (BPU réseaux aérauliques) ;
 - annexe 4 (BPU légio. et comptage)
- le CCAP et ses annexes ;
 - annexe 1 : liste des services et établissements publics bénéficiaires,
 - annexe 2 : conditions d'accès aux sites de l'administration pénitentiaire et des services de police et de gendarmerie ;
 - annexe 3 : procédure de dématérialisation de la facturation ;
 - annexe 4 : clause de performance énergétique ;
- le CCTP et ses annexes :
 - annexe 1 : gamme de maintenance ;
 - annexe 2 : recensement indicatif des installations et équipements ;
 - annexe 3 : cadre de mémoire technique présenté par le titulaire,
- les réponses aux questions et, éventuellement, la mise au point avant notification ;
- le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS), approuvé par l'arrêté du 30/03/2021 ;
- les normes et/ou spécifications techniques approuvées.

Toute clause portée dans les conditions générales de vente du titulaire, dans les tarifs, dans toute documentation et contraire aux dispositions des pièces susvisées et constitutives du présent accord-cadre est réputée non écrite.

En cas de contradiction, le présent CCAP prévaut sur les conditions générales du titulaire, qui déclare avoir pris connaissance et accepte sans réserve le présent cahier des charges.

Le CCAG-FCS étant réputé connu, il n'est pas joint matériellement au présent accord-cadre. Chaque titulaire peut le consulter sur le site Internet suivant :

<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341>

ARTICLE 5 - FORME ET DURÉE DE L'ACCORD-CADRE

5.1 - Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un marché public de prestations de services, mono-attributaire pour chaque lot.

En application des articles R 2162-1 à R 2162-14 du CCP, il s'exécutera par marchés subséquents, s'exécutant eux-mêmes par bons de commande.

Il est conclu sans montant minimum et avec un maximum de 2 375 000 euros HT, conformément aux dispositions de l'article R2162-4 du CCP, décomposé comme suit :

Lot	Département	Montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre
2	Bordeaux Métropole (tous services)	1 484 375 euros HT
19	Vienne (tous services)	890 625 euros HT

Il ne comporte pas de variante.

À titre d'information, le montant des commandes est estimé, sur la durée totale de l'accord-cadre, à :

Lot	Département	Montant estimatif sur la durée totale de l'accord-cadre
2	Bordeaux Métropole (tous services)	593 750 euros HT
19	Vienne (tous services)	356 250 euros HT

5.2 - Durée de l'accord-cadre

L'accord-cadre est conclu pour une première période ferme d'une durée de deux ans à compter de sa date de notification.

Il sera ensuite reconductible une fois par tacite reconduction, sauf s'il est dénoncé par le représentant du pouvoir adjudicateur par l'envoi d'un courrier conférant date certaine de réception, au plus tard deux mois avant la fin de la période. Cette reconduction aura une durée comprise entre la date anniversaire du contrat et le 31 juillet 2028.

Le titulaire ne peut refuser la reconduction du marché.

Les marchés subséquents débiteront à la date fixée par le service concerné, sur la base des dates d'entrée communiquées par les services bénéficiaires pour chaque site, sans que celle-ci puisse être antérieure au lendemain de l'échéance d'un précédent accord-cadre ou marché couvrant ce site.

Leur durée ne pourra en aucun cas dépasser celle de l'accord-cadre et respectera les mêmes modalités de reconduction.

En conséquence :

- la conclusion des marchés subséquents et l'émission des bons de commande ne peuvent se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre ;
- l'exécution des bons de commande de maintenance préventive (selon les UO commandées) ne peut se prolonger au-delà du terme de l'accord-cadre ;
- l'exécution des bons de commande relatifs à la maintenance corrective pourra dépasser le terme de l'accord-cadre éventuellement reconduit, mais devra être achevée dans le délai maximum de trois mois après ce terme.

5.3 - Clause de continuité de service

Au terme de la durée totale d'exécution du présent accord-cadre (reconductions comprises), si l'acheteur n'a pas désigné de nouveau titulaire, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de poursuivre l'exécution du présent contrat **par décision unilatérale pour une durée de trois mois, renouvelable une fois.**

5.4 - Clause de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié par voie d'avenant dans les cas suivants :

- disparition d'un indice ou d'un index figurant dans la clause de révision de prix ;
- modification réglementaire affectant la mission confiée au titulaire en exécution du présent accord-cadre ;
- lorsque 90 % du montant maximum d'un lot de l'accord-cadre ont été atteints. Le cas échéant, la modification à la hausse est limitée à 20% du montant maximum initial.

ARTICLE 6 - PRESTATIONS SIMILAIRES

En application de l'article R 2122-7 du CCP, un marché négocié sans publicité ni mise en concurrence pourra être passé avec le titulaire de l'accord-cadre pour des prestations similaires.

Ce nouveau marché sera directement négocié avec le titulaire par le RPA.

ARTICLE 7 - AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE ÉNERGÉTIQUE (PFI)

Expérimentation : "Intéressement du mainteneur à la réduction des consommations de chauffage"

Afin de promouvoir l'activation de cette clause tout en favorisant l'optimisation de l'exploitation des équipements techniques en période d'inoccupation des sites, le pouvoir adjudicateur décide d'une démarche expérimentale sur un périmètre immobilier restreint afin de coordonner, en appui des services bénéficiaires concernés, le bon déroulement du dispositif.

Dans le cadre du dispositif éco-énergie tertiaire (DEET), cette expérimentation aura vocation à informer les services occupants de l'obligation d'activation de cette clause puis à élaborer en lien avec les titulaires « mainteneurs » les trajectoires d'atteinte des objectifs de réduction des consommations.

Les sites inclus dans le périmètre expérimental sont listés en annexe 4 au CCAP.

Tout autre site pourra être intégré à ce périmètre à l'initiative soit du service bénéficiaire, soit du titulaire « mainteneur » après accord du service bénéficiaire et validation expresse de la PFRA. Cette intégration de site se fera par tout moyen écrit et fera le cas échéant l'objet d'un avenant au marché subséquent du service concerné, dans le cas où la mise en œuvre de la clause de PFI nécessite une modification du choix de poste et/ou d'UO.

La mise en place d'une clause de performance énergétique avec intéressement (PFI) consiste à fixer un objectif tangible et contrôlable en matière de maîtrise d'énergie, et prévoyant un partage des économies ou excès de consommation par rapport à une consommation de base définie pour un hiver moyen.

Cet intéressement incite les deux parties à réaliser des économies d'énergie :

- par des actes de gestion et de maîtrise des consommations, pour les usagers du site ;
- par un suivi rigoureux de l'optimisation énergétique, dans l'exploitation réalisée par le titulaire.

L'annexe 4 au CCAP complète les dispositions suivantes.

7.1 - Principe

Il s'agit d'obtenir une réduction significative des consommations d'énergie, tout en maintenant le confort des utilisateurs. Ceci implique une gestion rigoureuse et soutenue du chauffage des locaux dont le titulaire assure seul :

- le contrôle des températures et régimes de fonctionnement, sur la base des températures définies et validées par le gestionnaire du site ;
- le maintien des performances optimales des installations : conduite, surveillance et dépannage des installations collectives de chauffage et/ou d'eau chaude sanitaire (mise en marche, équilibrage, réglage des températures de consigne...).

Le recours à la clause PFI oblige à confier l'exploitation exclusive des installations au titulaire, en passant commande du « poste B avec exploitation » en complément des UO du poste A (sans exploitation) .

Cette clause pourra être mise en œuvre :

- dès la première année de l'accord-cadre, pour les sites disposant des informations nécessaires permettant d'établir les données de référence,
- à compter de la deuxième année, pour un site ne disposant pas de données historiques. Dans ce cas, l'intention du service sera précisée au titulaire lors de la passation du marché subséquent, pour lui permettre d'installer les équipements adaptés et réaliser tous les relevés nécessaires durant la première année.

En l'absence de données fiables détenues ou collectées l'année A, la clause de PFI ne pourra être mise en œuvre l'année suivante (A+1).

A l'issue de la première année d'exploitation, le service bénéficiaire mettra en place avec le titulaire une clause d'intéressement portant sur les consommations de chaleur de son site. Cette clause sera actée et notifiée par avenant au marché subséquent du service.

7.2 - Obligations du service

Le service mettant en place la PFI s'engage à :

- mener des actions visant à améliorer le comportement des personnels du site, par des actes de gestion et d'informations concourant à la maîtrise de l'énergie ;
- assurer la fourniture d'énergie via le fournisseur de son choix ;
- communiquer les rapports de contrôles et vérifications obligatoires concernant les installations du site ;
- informer le titulaire de toute modification du site pouvant avoir une influence sur la consommation énergétique, et induisant un ajustement de la cible de consommation de référence ;
- ne faire intervenir aucun tiers autre que le titulaire sur ses installations ;
- participer aux réunions et visites selon la période (pendant ou hors période de chauffe) ;
- communiquer au prestataire, dès réception de la dernière facture après la fin de la saison de chauffe, l'ensemble des factures d'énergie du site pour permettre le calcul de l'intéressement.

7.3 - Missions et obligations du titulaire

Les missions du titulaire concerné par la clause d'intéressement sont :

- de répondre aux objectifs précités de maîtrise de l'énergie ;
- de rechercher également les économies d'énergie possibles et l'amélioration de l'efficacité énergétique des installations.

Les installations et équipements du marché doivent être entretenus et maintenus en permanence en bon état de fonctionnement :

- la qualité du service de chauffage et production d'eau chaude sanitaire doit être recherchée ;
- la continuité de service doit être assurée ;
- les délais de réalisation des prestations doivent être respectés ;
- l'offre doit garantir l'efficacité énergétique proposée et les économies d'énergie demandées dans le cahier des charges par une optimisation du fonctionnement des installations.

Des modalités de communication et d'échange d'information entre les parties devront être définies et actées lors de l'établissement du marché subséquent, pour faciliter l'application des spécificités techniques et d'organisation.

7.4 - Certificats d'économie d'énergie (CEE)

Pour toutes les améliorations envisagées figurant à la liste des opérations standardisées et qui seraient éligibles aux CEE, le titulaire aura l'obligation de constituer, pour le compte du service bénéficiaire, le dossier de demande pour obtenir la délivrance des CEE.

ARTICLE 8 - SOUS-TRAITANCE

Certaines prestations du marché peuvent être sous-traitées. La sous-traitance totale des prestations d'un lot de l'accord-cadre et/ou d'un marché subséquent est interdite.

Les dispositions du cahier des charges, notamment celles de l'article 11.3.3.4, s'appliquent de fait aux prestations sous-traitées.

Pour obtenir l'agrément du pouvoir adjudicateur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par un acte spécial de sous-traitance (formulaire DC4), téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

Cet acte mentionne la nature des prestations sous-traitées envisagées, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, ses capacités financières et professionnelles, le montant maximum des

sommes à verser par paiement direct, les conditions de paiement prévues et, le cas échéant, les modalités de variation de prix.

La sous-traitance devant obligatoirement être déclarée avant toute intervention, le titulaire doit adresser le formulaire DC4 permettant d'agréer son sous-traitant dès que la sous-traitance est envisagée.

Ce DC4 doit être transmis :

- au RPA (PFRA) si la déclaration du sous-traitant concerne plusieurs services,
- au service bénéficiaire si la sous-traitance envisagée ne concerne que ce service.

Chaque lot correspondant à un marché, un DC4 ne peut être établi pour plusieurs lots.

Le pouvoir adjudicateur dispose de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement ou du certificat de cessibilité pour rejeter la demande d'acceptation du sous-traitant et d'agrément des conditions de paiement. La sous-traitance totale des prestations est interdite.

ARTICLE 9 - CONSIDÉRATIONS SOCIALES

Dans un souci de promotion de l'emploi et de lutte contre l'exclusion, il est fait application des dispositions des articles L.2111-1 et L.2112-2 du Code de la commande publique en incluant dans ce marché public une clause sociale d'insertion obligatoire.

Le titulaire devra participer à une action d'insertion permettant l'accès ou le retour à l'emploi de personnes rencontrant des difficultés sociales ou professionnelles particulières.

Cette clause oblige l'entreprise de la façon suivante :

- A la demande du pouvoir adjudicateur, le titulaire devra participer activement à des réunions, forums, expositions, colloques (ou toute autre forme de présentation ou d'échange avec du public) portant sur l'emploi et l'insertion (axe social du Développement Durable). Le titulaire devra présenter les métiers présents en son sein.
- La mobilisation sur ces actions sera subordonnée à une demande écrite du pouvoir adjudicateur ou du facilitateur mentionné à l'article 9.1 ci-dessous, et ne pourra se dérouler physiquement que sur le territoire de la Nouvelle Aquitaine.
- Il ne pourra pas être demandé plus d'1 intervention par année civile.

9.1 - Dispositif d'accompagnement pour la mise en œuvre de la clause sociale

Afin de faciliter la mise en œuvre des clauses d'insertion, a été mis en place un dispositif d'accompagnement qui peut être sollicité en prenant l'attache du facilitateur :

MEF du Thouarsais

M. Frédéric Mangeant

7 rue Anne Desrays – 79100 Thouars

Tél. : 07 77 94 03 35

Courriel : frederic.mangeant@thouars-communaute.fr

9.2 - Modalités de contrôle

Il sera procédé au contrôle des actions pour lesquelles le titulaire du marché s'est engagé. Pour cela, lors de ses participations aux actions demandées, l'attributaire devra signer les feuilles de présence mises à disposition par l'organisateur et qui seront transmises au facilitateur. Celui-ci pourra également se déplacer sur les lieux des actions (forums, colloques...) afin de constater la présence et l'activité de l'attributaire.

En complément de cette transmission d'informations et pendant l'exécution du marché, le pouvoir adjudicateur peut, à tout moment, décider de faire un point d'étape sur le suivi de la clause avec l'entreprise attributaire.

L'absence ou le refus de transmission de ces renseignements entraîne l'application des pénalités prévues à l'article 21 du CCAP.

A l'issue de l'exécution du marché, lors de la réunion préalable à la réception des prestations, il peut être procédé, de façon contradictoire, au bilan de l'exécution de l'action d'insertion.

Si le titulaire rencontre des difficultés pour assurer son engagement, il en informe le plus rapidement possible par écrit le facilitateur mentionné ci-dessus, qui étudiera avec lui les moyens à mettre en œuvre.

Dans le cas de difficultés qui entraînent ou ont entraîné le recours à des licenciements économiques, à de l'activité partielle ou à l'ouverture d'une procédure de redressement judiciaire, le pouvoir adjudicateur pourra annuler l'exécution de la clause sociale.

ARTICLE 10 - OBLIGATIONS DE CONSEIL ET ACCOMPAGNEMENT DU MAÎTRE D'OUVRAGE

Dans le cadre de sa mission, le titulaire s'engage à informer le RPA et le service bénéficiaire de toute évolution législative et réglementaire ayant des répercussions sur les prestations.

En vertu de son obligation de conseil, le titulaire s'engage également à :

- alerter le service bénéficiaire sur l'obsolescence constatée de certains équipements (arrêt de production ou fin de disponibilité de pièces de rechange...),
- préconiser des évolutions et/ou solutions adaptées aux besoins du service bénéficiaire.

Ce devoir de conseil est formel, fondé sur la production d'un rapport décrivant les risques et menaces et doit proposer les actions visant à les réduire.

En complément de l'article 3.4.2 du CCAG-FCS, le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'administration les modifications survenant en cours de marché et se rapportant à :

- une prise de participation du titulaire au capital d'une entreprise tierce, lorsque cette entreprise est susceptible d'effectuer des actions comprises dans l'objet du présent contrat ;
- son impartialité et son indépendance vis-à-vis des bénéficiaires ou de toute entreprise susceptible d'effectuer des travaux ou l'entretien des bâtiments, installations ou équipements objet des prestations du présent marché ;
- une perte d'agrément, de certification ou d'autorisation nécessaire à l'exécution de tout ou partie des prestations objet du marché.

De manière générale, le titulaire s'engage à informer l'administration de toute modification de sa situation susceptible d'avoir un impact sur l'exécution des prestations du présent marché, et notamment d'en compromettre la validité.

A l'occasion de contrôles réglementaires, d'audits ou de réception d'ouvrages des installations CVC, le titulaire peut être amené à participer à des visites de sites ou des réunions. Le responsable de site doit prévenir le titulaire par écrit, avec un délai de préavis minimum de 7 jours (courrier électronique, télécopie, lettre).

Dans le cadre de son devoir de conseil, l'ensemble de ces opérations ne donne pas droit à facturation complémentaire.

ARTICLE 11 - MARCHÉS SUBSÉQUENTS

11.1 - Modalités de passation et d'exécution des marchés subséquents

La passation et la notification des marchés subséquents (MS) sont déclenchées par chaque service bénéficiaire, qui conserve son autonomie en ce qui concerne la gestion des commandes, de son budget et des modalités de règlement de ses dépenses.

Les sites mentionnés en annexe 1 à l'AE peuvent intégrer l'accord-cadre à des dates différentes, en fonction de l'expiration de leurs marchés respectifs en cours. Les dates mentionnées dans cette annexe sont prévisionnelles.

Pour chaque site, le début des prestations ne pourra en aucun cas démarrer avant le lendemain de l'échéance du précédent accord-cadre ou marché de maintenance couvrant ce site.

La durée initiale du MS ne pourra excéder la durée de validité de la période ferme de l'accord-cadre. Le MS sera automatiquement reconduit si l'accord-cadre est lui-même reconduit, dans les conditions prévues à l'article 5.2 du CCAP.

Les prix des MS sont ceux de l'accord-cadre.

Les prestations de maintenance préventive sont exécutées conformément aux dates figurant sur le planning prévisionnel transmis par le titulaire, dans le délai imparti à réception du bon de commande émis par chaque service bénéficiaire.

Les prestations de maintenance corrective sont également exécutées par bons de commande émis par chaque service bénéficiaire, selon l'émergence du besoin. Les bons de commande comportent au minimum les informations suivantes :

- la définition de l'objet du marché,
- l'identification des parties contractantes,
- le site concerné,
- le régime d'intervention (cas d'urgence notamment),
- la référence du devis,
- la définition de l'objet du marché,
- les dates prévisionnelles du début d'exécution et d'achèvement, telles que mentionnées sur le devis,
- les prix HT et TTC, le montant de la TVA et les conditions de règlement.

En cas de panne, sans émission préalable d'un bon de commande, le titulaire doit obligatoirement remettre en marche les installations, à moins que la nature de la panne rende cette opération totalement impossible. Le devis des prestations nécessaires, le cas échéant (dépassement du montant de la franchise), doit être transmis dans un délai de maximum de 72 heures, par messagerie électronique ou courrier.

Pour chaque lot, les services se positionneront sur une UO associée aux délais d'intervention et de rétablissement:

- UO 1 : 5/7 jours - 8h00 à 18h00,
- UO 2 : 7/7 jours 24h/24.

Ces prestations sont organisées comme suit :

- une prestation annuelle principale de maintenance préventive,
- une prestation hors forfait pour la maintenance corrective, déclenchée par bon de commande à la survenance du besoin.

11.2 - Détail des postes (A et B) et des unités d'œuvre (UO)

La prestation annuelle principale est déterminée par l'émission d'un bon de commande annuel, par le service bénéficiaire. Le service émet un bon pour l'ensemble des équipements d'un site, pour que le titulaire réalise les actions périodiques définies à la gamme de maintenance (annexe 1 au CCTP).

Le niveau de réalisation attendu se caractérise par :

- l'intégration d'un plafond d'intervention sur les pièces, correspondant au montant de la franchise du forfait commandé ;
- une modulation du délai maximum d'intervention sur appel, selon le niveau d'astreinte choisi ;
- une modulation du délai de rétablissement sur appel, également selon le niveau d'astreinte choisi.

Cet accord-cadre comprend **deux postes** :

- le poste A, pour la maintenance des installations sans exploitation ;

- le poste B, pour la maintenance des installations avec exploitation,

associés à **deux unités d'œuvre** avec, pour chaque lot, **une franchise** systématiquement appliquée aux UO 1 et UO 2, d'un montant de 400 € HT.

NOTAS IMPORTANTS

- 1 - La franchise d'intervention concerne les équipements à proprement parler. Le titulaire doit être vigilant lors du chiffrage de la redevance annuelle forfaitaire qui, pour chaque site, couvre à la fois la maintenance périodique réglementaire et les actions correctives couvertes par la franchise de l'unité d'œuvre commandée.**
- 2 - Pour les actions de maintenance corrective, lorsqu'il établit un devis, le titulaire doit veiller à déduire le montant de la franchise selon l'unité d'œuvre commandée, pour chaque équipement faisant l'objet du devis.**
- 3 - Pour le délai de rétablissement concernant l'UO 1, sont exclus du décompte les samedis, dimanches et jours fériés.**
- 4 - Dans le cas où le rétablissement d'un équipement est soumis à l'approvisionnement de pièces, le délai de rétablissement court à compter de la mise à disposition des pièces par le fournisseur.**

11.2.1 - Poste A - Maintenance sans exploitation

La prestation forfaitaire annuelle correspond à la réalisation de la maintenance périodique réglementaire, conformément à la législation en vigueur, au type de matériel et de bâtiment concerné (code du travail, ERP...).

Le titulaire doit assurer un nombre suffisant de visites périodiques pendant toute la période d'exécution du bon de commande, sur les équipements, bâtiments et sites concernés. La gamme de maintenance peut être consultée à titre indicatif.

À ces prestations s'ajoutent la mise à disposition d'un service d'astreinte, permettant au titulaire de respecter le délai maximum d'intervention.

11.2.1.1 - Unité d'œuvre 1 (UO 1)

C'est la prestation minimale correspondant à la prestation forfaitaire annuelle principale.

Franchise d'intervention (par équipement et par intervention)	400 € HT sur pièces (main d'œuvre et déplacement compris au titre du forfait commandé)
Plage d'intervention / Dépannage	Jours ouvrés, en heures ouvrables (HO) de 08h à 18h
Délai d'intervention	Le jour ouvré contigu à la demande, en heures ouvrables
Délai de rétablissement	72 heures maxi (HO), à réception de la demande (sont exclus du décompte les samedis, dimanches et jours fériés)
Ingrédients / consommables de maintenance	Pris en charge dans les conditions prévues aux articles 3.6 du CCAP et 8 du CCTP Intégralement pris en charge dans le cadre de l'exploitation (poste B)

Ex : si le service contacte le titulaire pour une panne le mercredi à 9h00, le titulaire doit :

- intervenir au plus tard le lendemain (jeudi) avant 18h00,
- remettre en marche l'équipement avant le lundi suivant à 18h00, éventuellement en mode dégradé selon la nature de la panne, ce qui ne le dispense pas de mesures palliatives.

11.2.1.2 - Unité d'œuvre 2 (UO 2)

Cette UO correspond également à une prestation forfaitaire annuelle, et permet de bénéficier d'une plage d'astreinte 24h/24 avec, à réception de la demande, délai d'intervention de 4h et délai de remise en service de 12h maximum (dépannage, même provisoire, sauf panne spécifique¹).

Franchise d'intervention (par équipement et par intervention)	400 € HT sur pièces (main d'œuvre et déplacement compris au titre du forfait commandé)
Plage d'intervention / Dépannage	24h/24, 7j/7
Délai d'intervention	4 heures maxi, à réception de la demande
Délai de rétablissement	12 heures maxi, à réception de la demande (aucun créneau horaire exclus du décompte)
Ingrédients / consommables de maintenance	Pris en charge dans les conditions prévues aux articles 3.6 du CCAP et 8 du CCTP Intégralement pris en charge dans le cadre de l'exploitation (poste B)

11.2.2 - Poste B - Maintenance avec exploitation

Le poste B constitue une prestation supplémentaire à l'unité d'œuvre choisie dans le poste A.

Son montant, calculé selon le taux mentionné en annexe 1 à l'AE, correspond à un pourcentage du coût de l'UO choisie dans le poste A.

Les prestations attendues au titre de l'exploitation des installations sont décrites à l'article 7.3 du CCTP.

Pour les consommables, il est fait application de l'article 3.6 du CCAP.

Franchise d'intervention (par équipement et par intervention)	inchangée (celle de l'UO commandée) (main d'œuvre et déplacement compris au titre du forfait commandé)
Plage d'intervention / Dépannage	inchangés (ceux de l'UO commandée)
Délai maximum d'intervention	inchangé (celui de l'UO commandée)
Délai de rétablissement	inchangé (celui de l'UO commandée)
Ingrédients / consommables de maintenance	Pris en charge dans les conditions prévues aux articles 3.6 du CCAP et 8 du CCTP Intégralement pris en charge dans le cadre de l'exploitation (poste B)

Clause de performance énergétique avec intéressement (PFI)

Cet accord-cadre comprend une clause de PFI (cf. article 7 et annexe 4 au CCAP).

Le recours à cette clause rend obligatoire de confier l'exploitation des installations au titulaire du marché, en passant commande du « poste B avec exploitation » en complément de l'unité d'œuvre commandée du poste A (sans exploitation).

11.3 - Début d'exécution des prestations

11.3.1 - Réunion de lancement

Après notification de l'accord-cadre, les titulaires des différents lots seront convoqués à une réunion de lancement du marché dans les locaux du pouvoir adjudicateur ou en visioconférence. Le but est de faciliter l'exécution de

¹ Pannes spécifiques : pannes nécessitant le remplacement de pièces ou équipements majeurs, dont la disponibilité ne peut être imposée au titulaire.

l'accord-cadre, en vérifiant que les points essentiels sont connus et bien compris des parties : contacts, durée, caractéristiques des prestations, modalités de passation des marchés subséquents, commandes et avenants, réalisation des devis, obligations, délais, gestion de la facturation, des révisions de prix...

11.3.2 - Exécution des prestations

La signature du marché subséquent marque le début d'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Ce marché subséquent entre le titulaire et le service bénéficiaire s'exécute par bons de commande. Les prestations de maintenance préventive sont prévues puis planifiées dès réception du bon de commande. Cette réception par le titulaire vaut lancement des prestations à exécuter au titre du forfait commandé.

La date envisagée pour l'entrée des services bénéficiaires dans le marché est mentionnée en colonne « date prévisionnelle d'entrée dans le marché » en annexe 2 au CCTP.

Le titulaire débute les opérations en réalisant notamment l'inventaire exhaustif des installations / équipements dans le délai imparti (cf. CCTP article 7.1). Il vérifie l'état initial des équipements et leur capacité à fonctionner, signale ceux qui sont en panne ou hors service, précise les obsolescences et vétustés constatées et fait mention de ces données dans le rapport de prise en charge.

Le titulaire est tenu à une obligation de résultat, par remise en fonctionnement des installations en cas de panne (éventuellement en mode dégradé par une action palliative), sans émission préalable d'un bon de commande.

La recherche d'une cause de panne et son diagnostic ne constituent pas un résultat suffisant et n'exonèrent pas le titulaire de son obligation de résultat.

Les prestations commandées annuellement prendront en compte l'évolution du cadre réglementaire durant toute la période couverte par le bon de commande.

11.3.3 - Commande des prestations - Bons de commande

11.3.3.1 - Cas général

Les bons de commande sont annuels pour la partie préventive, et émis à l'émergence du besoin pour la partie corrective. Ils doivent clairement préciser les sites, bâtiments et/ou équipements, et le type de forfait choisi sur la période considérée.

Sauf contrainte particulière liée aux procédures budgétaires, le règlement s'effectue après réalisation de la prestation ou à terme échu pour toutes les prestations du marché.

Les échéances de règlement sont fixées après attestation de service fait par le service bénéficiaire :

- après réalisation de la visite pour la maintenance préventive,
- à terme échu pour les forfaits de maintenance corrective,
- après validation du service fait pour la maintenance corrective sur devis.

Pour l'ensemble des sites mentionnés en annexe 1 à l'AE ayant transmis leur bon de commande, le titulaire doit faire en sorte que les prestations de maintenance préventive soit terminées **au plus tard le 31 octobre de l'année en cours**.

Les services doivent organiser leur plan de commande annuel et la planification de la maintenance préventive en fonction de cette échéance, et transmettre les commandes en tout début de période.

11.3.3.2 - Mesures dérogatoires

Lors de l'intégration de nouveaux sites ou équipements en cours de marché, leur prise en charge s'effectue en cours d'année ; la commande est passée :

- pour l'intégralité du montant correspondant à la maintenance préventive, si ces prestations de maintenance annuelle doivent être effectuées sur la période couverte par ce bon de commande ;
- au prorata du nombre de mois courant jusqu'à la clôture de l'année civile, pour le montant correspondant aux prestations complémentaires de l'UO (astreinte, maintenance corrective).

L'émission des bons de commande relatifs à un forfait d'UO ne peut se faire que pendant la durée de validité de l'accord-cadre.

Les bons de commande, annuels ou sur devis pour le correctif en dépassement de franchise, doivent préciser clairement les sites, bâtiments et/ou équipements, et le type de forfait choisi sur la période considérée.

Sur la base des données fournies par le titulaire et acceptées au préalable par le service gestionnaire, l'administration pourra régulariser son bon de commande initial ou émettre un bon de commande complémentaire.

Les prestations réalisées sous astreinte et donnant lieu à l'établissement d'un devis (pour dépassement du montant de la franchise ou hors forfait) devront obligatoirement faire l'objet d'un bon de commande de régularisation de la part du service gestionnaire du site, les prestations ayant été exécutées pour rétablir le fonctionnement des installations dans les délais.

Les prestations de maintenance corrective nécessitant le remplacement de pièces détachées dépassant la franchise d'intervention sont exécutées par bons de commande complémentaires (article 3.7 du CCAG-FCS), émis par chaque responsable de site sur la base d'un devis.

L'acceptation d'un devis valide une commande, qui doit néanmoins faire l'objet d'un bon de commande de régularisation (procédure comptable). La facture fournisseur d'achat de pièces doit être jointe au devis (cf. article 11.3.3.4). Ce devis doit être adressé de préférence par messagerie électronique.

Les bons de commande comportent au minimum les informations suivantes :

- la définition de l'objet du marché,
- le n° d'engagement juridique du marché subséquent,
- l'identification des parties contractantes,
- le site concerné,
- le régime d'intervention (cas d'urgence notamment),
- la référence de l'UO choisie ou le n° du devis,
- les dates prévisionnelles du début et fin de prestations, telles que mentionnées sur le devis,
- la désignation et la quantité des prestations à réaliser ;
- les prix HT et TTC, le montant de la TVA .

11.3.3.4 - Devis

Concernant les pièces, le titulaire doit utiliser le coefficient de peines et soins (CPS) à appliquer :

- soit sur son prix d'achat net fournisseur (tarif professionnel), remise consentie au titulaire déduite (cette remise devant apparaître expressément sur le justificatif du prix d'achat fournisseur) ;

- soit sur le prix public, remise forfaitaire contractuelle déduite (cf. annexe 2 à l'AE).

La solution la plus favorable à l'administration doit être retenue.

Pour toute fourniture dont le prix unitaire est supérieur à 300 € HT, le titulaire doit joindre à son devis le justificatif de son prix d'achat fournisseur (tarif du catalogue fournisseur, devis fournisseur, facture pro-forma ou tout autre document « fournisseur » mentionnant ce prix de fourniture et le cas échéant la remise consentie au titulaire par le fournisseur). Ce justificatif de prix peut également être demandé par le service pour certaines fournitures d'un montant unitaire inférieur, lorsque le montant du devis semble élevé pour les prestations demandées. Le titulaire dispose alors de 3 jours ouvrés pour justifier les prix demandés.

Le délai d'exécution des devis doit être clairement mentionné et ne peut excéder 30 jours, à réception du bon de commande.

Les devis établis doivent obligatoirement décomposer le nombre d'heures et les pièces nécessaires à la réalisation des prestations, ce formalisme permettant la vérification et une lecture plus aisée pour les services.

Pour mémoire, les déplacements sont compris au titre des forfaits commandés, et ne peuvent en aucun cas apparaître sur les devis.

Coefficient de peines et soins (CPS) :

Le CPS est le taux maximum applicable sur le prix des fournitures. Il s'applique au prix d'achat net de la pièce, toutes remises déduites (qu'il s'agisse de la remise dont bénéficie le titulaire auprès du fournisseur ou de la remise forfaitaire contractuelle prévue à l'annexe 2 à l'AE).

Il est également applicable sur le prix d'achat par le titulaire des prestations sous-traitées et sur la location de matériel type échafaudages, nacelles, outillage spécifique et non mentionné dans le cadre de mémoire technique sur les moyens matériels.

Le devis d'une prestation sous-traitée doit être systématiquement transmis au service avec le devis du titulaire.

Toutes les interventions sous-traitées, entrant dans le champ de compétences des prestataires du domaine CVC et apparaissant sur un devis devront être chiffrées sur l'unique base du BPU (annexe 2 à l'AE).

Seules les opérations sous-traitées et correspondant à des interventions non maîtrisées par les prestataires CVC (mise en service d'un constructeur, par exemple) pourront apparaître sur un devis, assorties du CPS pour prestations sous-traitées.

11.4 - Inventaire de départ - Audit d'entrée

Au titre du présent contrat, le titulaire :

- doit actualiser l'inventaire de départ lors de l'audit d'entrée, et compléter si besoin lors la prise en charge,
- devra également dresser un inventaire de sortie, dans le cadre des opérations de démobilisation.

Le but est de permettre au service bénéficiaire d'actualiser son appréciation du niveau de technicité et de l'état des équipements et installations de son site, à l'entrée et à la sortie du marché.

Établis sur la base du tableau de recensement (annexe 2 au CCTP), les inventaires doivent mentionner dans une colonne « observations » des préconisations techniques et, le cas échéant, mettre en évidence les équipements jugés vétustes.

Dans cette optique, le titulaire doit dépêcher les moyens en personnel et matériel nécessaires à ces missions de contrôle et vérification qualitative des prestations.

Inventaire de départ / inventaire exhaustif

L'inventaire indicatif de départ des installations / équipements fait l'objet de l'annexe 2 au CCTP. Les principaux équipements sont listés. Pour autant, le titulaire doit réaliser les prestations sur l'ensemble des matériels et équipements constituant les installations et nécessaires à leur bon fonctionnement.

À la signature du marché subséquent, le titulaire dispose d'un délai de **six semaines** pour vérifier la liste des matériels et équipements du site (nombre et type des matériels, marque, caractéristiques techniques) et compléter les données techniques du tableau de recensement fourni en annexe 2 au CCTP.

La réalisation de l'inventaire exhaustif ne peut donner lieu à modification du prix de l'offre du titulaire, sauf manque manifestement important dans le recensement fourni des équipements. Dans ce cas, la procédure de l'avenant peut être utilisée. Un manque est considéré comme important lorsque le chiffrage pour les équipements manquants est supérieur à 10% du montant forfaitaire du site considéré.

Audit d'entrée – Procès-verbal (PV) de prise en charge des installations

D'autre part, est soumise au même délai de **six semaines** à compter de la réception du bon de commande, la réalisation par le titulaire de :

- l'audit de prise en charge des installations,
- la rédaction et la transmission au service d'un PV de prise en charge détaillant le recensement actualisé et l'état des lieux des matériels et équipements du site.

Le titulaire peut proposer au service d'effectuer la première visite préventive en même temps qu'il réalisera l'audit de prise en charge. Ceci permet d'obtenir un diagnostic plus complet de l'état des installations, et de meilleures préconisations dans le PV de prise en charge des installations.

Le service reste libre d'accepter ou non cette simultanéité de prestations (audit d'entrée et première visite préventive). Dans ce cas, le titulaire devra réaliser ultérieurement cette visite, dans les conditions du présent cahier des charges.

Pour chaque site, ce PV de prise en charge doit être remis au service, en version « papier » et dématérialisée. Il est dressé de façon contradictoire, en présence du responsable de site ou de son représentant.

Il indique la date, les noms et qualité des participants aux visites de prise en charge, est accompagné de la liste exhaustive des matériels, est signé des deux parties puis remis à chaque responsable de site.

La réparation d'installations hors service lors de la prise en charge donne lieu à l'établissement d'un devis de maintenance corrective ; la franchise n'est pas applicable, les équipements étant censés être en état de marche.

11.5 - Connaissance des lieux et des installations

Suite à l'inventaire exhaustif de départ validé par l'administration, le titulaire ne pourra pas arguer d'erreurs ou d'omissions au présent marché, ni de l'état des équipements et installations pour ne pas assurer sa prestation dans les conditions définies par le présent CCAP, partiellement ou en totalité.

Tout le personnel intervenant devra posséder la connaissance des installations et des équipements présents.

11.6 - Ajouts et retraits de sites et/ou d'équipements

Si des équipements apparaissent à tort dans un lot, ils pourront être extraits de ce lot par avenant, puis intégrés également par avenant au lot auquel ils doivent appartenir.

Chaque titulaire de lot (gagnant et perdant ces équipements) ne pourra s'opposer à cette régularisation.

Le RPA et/ou le service se réservent la possibilité de demander au titulaire le détail des prix forfaitaires établis pour le site concerné, la somme des prix pour chaque équipement correspondant au prix total du site (annexe 1 à l'AE).

11.6.1 - Ajout ou remplacement d'équipements

Le service bénéficiaire doit signaler par écrit au titulaire toute adjonction ou remplacement d'équipements, par rapport à l'inventaire de départ remis par le titulaire.

Le titulaire du marché doit prendre en charge les nouvelles installations dès leur réception, à laquelle il doit participer si le service l'a informé avec un préavis minimum d'une semaine.

Les conditions de prise en charge des nouvelles installations doivent être réglées par avenant au marché subséquent du service bénéficiaire ou, à défaut et dans l'attente du règlement d'un éventuel litige, par décision du pouvoir adjudicateur. Une fois conclu, l'avenant doit être envoyé pour information à la PFRA (pfra@nouvelle-aquitaine.gouv.fr).

La première année, les prestations à redevance forfaitaire relatives aux nouvelles installations sont facturées au prorata du nombre de mois de prise en charge desdits équipements. Tout mois commencé est entièrement dû.

11.6.2 - Retrait de sites ou de bâtiments

Dans le cas exceptionnel de fermeture ou de déménagement, le titulaire est dégagé de ses obligations vis-à-vis de ce site. Un avenant au marché subséquent du service concerné doit extraire les équipements concernés. Une fois conclu, l'avenant doit être envoyé pour information à la PFRA (pfra@nouvelle-aquitaine.gouv.fr).

La facturation à redevance forfaitaire est modifiée en conséquence, au prorata temporis du nombre de mois à soustraire pour la période considérée. Tout mois commencé est entièrement dû.

11.6.3 - Retrait d'équipements sur un site

Le service bénéficiaire doit signaler par écrit tout retrait d'équipement par rapport à l'inventaire de départ.

Les conditions de retrait de ces équipements sont fixées par avenant au marché subséquent du service concerné ou, à défaut et dans l'attente du règlement d'un éventuel litige, par décision du pouvoir adjudicateur. Une fois conclu, l'avenant doit être envoyé pour information à la PFRA (pfra@nouvelle-aquitaine.gouv.fr).

Les prestations à redevance forfaitaire relatives aux équipements supprimés sont facturées au prorata temporis du nombre de mois d'appartenance desdits équipements à l'inventaire contractuel, sur la base du bon de commande pour la période considérée. Tout mois commencé est entièrement dû.

ARTICLE 12 - CONTRÔLE ET ADMISSION DES PRESTATIONS

12.1 - Contrôle de l'exécution des prestations

Ce contrôle est effectué soit par un référent technique du service bénéficiaire, soit par un prestataire externe pour l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

Le titulaire consent, en application de l'article L151-5 du code de commerce, à ce que tous les documents de son offre et ceux liés à l'exécution du marché puissent être divulgués par l'acheteur à un tiers, à la condition que cette divulgation s'avère nécessaire, notamment pour les besoins d'une mission de conseil ou d'assistance à maîtrise d'ouvrage, de contrôle des prestations réalisées ou en cas de passation d'un marché de substitution.

L'acheteur s'engage, le cas échéant, à obtenir de ce tiers toutes les assurances nécessaires quant à la mise en œuvre par ce dernier et ses éventuels sous-traitants de mesures effectives de protection des informations couvertes par le secret des affaires.

L'acheteur informe le titulaire par écrit 15 jours avant de divulguer de telles informations, en précisant le motif, la durée ainsi que les informations et documents concernés.

Les opérations de vérification qualitative ont pour but de constater :

- la correspondance entre les prestations fournies et les spécifications du marché,
- le nombre et la qualité des interventions exécutées par rapport au programme de maintenance préventive.

Ces vérifications peuvent être effectuées lors des interventions du titulaire, ou indépendamment de celles-ci. Elles portent notamment sur :

- l'état des installations et équipements entretenus,
- la qualité des rapports d'intervention,
- la justesse dans le choix et la mise en place d'indicateurs de performance.

Les stipulations techniques du CCTP précisent les modalités de vérification.

12.2 - Admission des opérations

Après les vérifications préalables, et sous réserve des vices cachés, le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations si elles répondent aux stipulations du marché.

12.2.1 - Admission des opérations de maintenance préventive

Cette admission prend effet à la date de notification de la décision d'admission ou, en l'absence de décision, dans un délai d'un mois à compter de la date de remise du rapport d'intervention de maintenance préventive.

L'admission ouvre droit au paiement des opérations de maintenance et/ou de contrôle.

12.2.2 - Admission des opérations de maintenance corrective

Cette admission prend effet à la date de notification de la décision d'admission ou, en l'absence de décision, dans un délai d'un mois à compter de la date de remise du compte-rendu d'intervention.

L'admission ouvre droit au paiement des opérations objet des bons de commande ponctuels.

ARTICLE 13 - REMISE DES ÉQUIPEMENTS / DÉMOBILISATION / PLAN DE RÉVERSIBILITÉ

En fin d'exécution du marché subséquent, sur la base des travaux d'audits réalisés à la mise en place, le titulaire s'engage à laisser les équipements en état normal et opérationnel de bon fonctionnement.

Le titulaire établit un procès-verbal contradictoire de l'état des lieux et des équipements en fin de marché, deux (2) mois avant la date de fin de la période contractuelle. Tout défaut de communication des pièces dans les délais vaudra l'application des pénalités prévues au contrat.

Le titulaire assurera la réversibilité des données relatives à l'exécution du présent marché, notamment en permettant l'export selon un format standard (tableur ou traitement de texte) des données relatives à la liste des équipements maintenus et au suivi de la maintenance des installations.

À l'échéance du marché ou sur ordre de l'administration, le titulaire met fin aux prestations de service prévues.

À cet effet, il établit dans les six mois suivant le début d'exécution du marché un plan décrivant les modalités opérationnelles du processus de réversibilité et de transmissibilité.

Régulièrement mis à jour, ce plan :

- est soumis à l'approbation du responsable de site et, s'il existe, du comité de pilotage,
- devra être remis au service (avec copie à la PFRA) dans le 7^{ème} mois précédant la fin du marché.

Enrichi par les résultats de l'audit technique de sortie, le plan décrit notamment les modalités suivantes :

- le périmètre d'application;
- les conditions générales d'exécution des opérations de démobilisation, dont :
- l'organisation à mettre en place,
- les responsabilités,
- les phases de mise en œuvre,
- les contraintes de planning et les dates clés,
- les engagements en matière d'assistance technique,
- les différentes prestations supplémentaires éventuelles appliquées sur le ou les équipements, le ou les sites considérés,
- le contrôle de la mise en œuvre,
- les informations, documents et données à transmettre et à transférer garantissant la continuité des prestations ;
- les modalités de calcul des valeurs nettes comptables des moyens matériels éventuels à transférer et qui seraient propriété du titulaire.

NOTA IMPORTANT

Le titulaire qui met en œuvre ce plan n'est libéré de ses obligations qu'après remise du procès-verbal de réversibilité.

ARTICLE 14 - PRIX

14.1 - Forme du prix

Le marché est :

- pour partie à prix global et forfaitaire pour la maintenance préventive selon le forfait commandé (poste A ou B et UO), selon l'annexe 1 à l'AE,
- pour partie à prix unitaires pour la maintenance corrective en dépassement de franchise ou hors forfait (cf. annexes 2, 3 et 4 à l'AE).

Maintenance préventive :

La maintenance préventive s'exécute sur la base de la gamme de maintenance (annexe 1 au CCTP).

Outre les actions préventives organisées par le titulaire, elle comprend une franchise d'intervention pour les pièces. Cette dernière est une exemption n'ouvrant pas droit à paiement par facturation complémentaire, à hauteur du montant de la franchise correspondant au forfait commandé.

Cette franchise d'intervention s'entend hors taxes, par intervention et par équipement, rabais déduit (déduction faite du rabais fournisseur par exemple), pour un ensemble de réparation homogène.

La main d'œuvre et le déplacement pour la pose des pièces couvertes par la franchise sont compris au titre du forfait de maintenance préventive.

Le prestataire fait son affaire des frais de déplacement liés à chacune de ses interventions au titre de ce forfait.

Les consommables de maintenance et ingrédients nécessaires aux actions de maintenance préventive sont dus selon les modalités précisées à l'article 3.6.

Maintenance corrective :

Pour les pièces dont le prix dépasse le montant de la franchise du forfait commandé, et pour les prestations hors forfait ou sur BPU, le devis doit prendre en compte les taux horaires, coefficients et rabais sur pièces et fournitures de l'annexe 2 à l'AE, et la tarification de l'annexe 3 à l'AE.

Le titulaire doit joindre au devis la facture fournisseur remise (tarif professionnel) ou prix public pour l'achat des pièces dépassant la franchise, et faire apparaître le temps prévu et le taux horaire (cf. article 11.3.3.4).

Le prix net de ces prestations doit être facturé aux conditions économiques applicables à la date des prestations.

Lorsqu'il est prévu de confier l'exécution de certaines prestations à un sous-traitant, la décomposition de prix rémunérant ces prestations doit être remise au responsable du site en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement.

14.2 - Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des prestations (**y compris déplacements**, fournitures et élimination des déchets), inclure tous les frais généraux, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfice.

Le coefficient de peine et soins (CPS - cf. art. 11.3.3.4) s'applique sur les fournitures et prestations sous-traitées.

14.3 - Prestation minimale / prestation annuelle principale

14.3.1 - Maintenance préventive

Les prestations de maintenance préventive sont intégralement rémunérées par le forfait annuel de la commande initiale.

Après notification du marché subséquent réalisé par le service bénéficiaire, la commande initiale est déclenchée par le bon de commande de démarrage, produit annuellement par les services concernés.

Le montant de la redevance annuelle est calculé pour chaque site au regard de l'ensemble des équipements du site, en tenant en compte :

- des frais nécessaires à la réalisation des visites périodiques annuelles et des actions de contrôles annuels réglementaires, selon la fréquence, le type d'équipement concerné et la catégorie du bâtiment (frais déplacements et main d'œuvre compris),
- des éventuelles demandes d'interventions correctives, dans les délais prévus selon les unités d'œuvre,
- de la prise en charge, au titre du forfait commandé, des actions correctives (au sens des normes AFNOR NF EN 13306 et NF X 60-000) pouvant survenir pendant la durée d'exécution du bon de commande annuel préventif, dont le montant par intervention et par équipement est couvert par la franchise,
- de l'application du devoir de conseil et d'accompagnement du maître d'ouvrage,
- de l'exploitation des équipements, fourniture des consommables de maintenance et ingrédients compris.

14.3.2 - Maintenance corrective

Les prestations de maintenance corrective dépassant le montant de franchise du forfait commandé sont à prix unitaires.

Elles sont réglées sur devis accepté par le responsable de site, qui émet un bon de commande intégrant main d'œuvre (assujettie ou non aux coefficients applicables aux taux horaires de l'annexe 2 à l'AE) et déplacement, rabais sur pièces, consommables de maintenance et ingrédients, franchise déduite.

Le bon de commande en correctif comporte au minimum :

- l'identification des parties contractantes;
- le numéro de référence de l'engagement juridique (hors cadre prestations urgentes),
- le site concerné (adresse, numéro de référence du site),
- la référence de l'unité d'œuvre dont bénéficie le site ou l'équipement concerné (n° d'UO),
- les prestations concernées et la quantité commandée,
- les dates du début d'exécution et d'achèvement,
- les prix HT et TTC, le montant de la TVA, et le rabais appliqué, sur la base des informations produites par le titulaire.

NOTA IMPORTANT

Si le bon de commande émis présente des difficultés dans son exécution, il appartient au titulaire de se rapprocher du service bénéficiaire pour demander les explications préalables à toute production de devis.

14.4 - Révision des prix

Le mois d'établissement des prix définis dans les annexes 1 à 4 à l'AE est le mois de remise des offres. Ce mois est appelé mois « zéro ».

La première révision interviendra au mois de janvier suivant la notification de l'accord-cadre. La révision des prix sera ensuite effectuée une fois par an, au mois de janvier,

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire du coefficient de révision, qui fait foi pour l'année concernée.

La révision se fait par application de la formule suivante, dans laquelle :

$$P_N = P_0 \times [0,10 + 0,80 \times (ICHT-IME_N / ICHT-IME_0) + 0,10 \times (FSD1_N / FSD1_0)]$$

où

P_N = prix révisé, à appliquer pour la période annuelle N

P_0 = prix initiaux indiqués dans ses annexes financières à l'AE, réputés établis sur la base des conditions économiques du "mois zéro".

$ICHT-IME_0$ = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008, correspondant à la **dernière valeur publiée au « mois zéro »**. Identifiant : <http://www.bdm.insee.fr> « 001565183 » - CICE intégré.

$ICHT-IME_N$ = Indice mensuel du coût horaire du travail révisé - salaires et charges - Tous salariés - Industries mécaniques et électriques (NAF rév. 2 postes 25-30 32-33) - Base 100 en décembre 2008, correspondant à la **dernière valeur publiée au 1^{er} janvier de l'année N**. Identifiant : <http://www.bdm.insee.fr> « 001565183 » - CICE intégré.

$FSD1_0$ = Indice des frais et services divers - Modèle de référence n°1, correspondant à la **dernière valeur publiée au « mois zéro »** ; Source : <https://services.lemoniteur.fr/indices-index/331b16ff-ac70-4af2-9a4a-a4e380d369b6>

$FSD1_N$ = Indice des frais et services divers - Modèle de référence n°1, correspondant à la **dernière valeur publiée au 1^{er} janvier de l'année N** ; Source : <https://services.lemoniteur.fr/indices-index/331b16ff-ac70-4af2-9a4a-a4e380d369b6>

14.5 - Règle des arrondis

Lors du calcul de la révision, les calculs intermédiaires et finaux sont effectués avec au maximum quatre décimales. Les arrondis sont traités comme suit :

si la cinquième décimale est comprise entre 0 et 4 (valeurs incluses), la quatrième décimale est inchangée (arrondi par défaut) ; si la cinquième décimale est comprise entre 5 et 9 (valeurs incluses), la quatrième décimale est augmentée d'une unité (arrondi par excès).

Le coefficient de révision est arrondi au millième supérieur.

14.6 - Seuil de déclenchement de la révision

La révision de prix ne s'applique que dans la mesure où la variation par rapport au prix initial est supérieure ou égale à 1 % (à la hausse comme à la baisse).

Si le seuil de 1 % n'est pas atteint, la révision de prix n'est pas appliquée.

14.7 - Clause de réexamen

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, le présent accord-cadre peut être modifié par voie d'avenant dans les cas suivants :

- disparition d'un indice ou d'un index figurant dans la clause de révision de prix ;
- modification réglementaire affectant la mission confiée au titulaire en exécution du présent accord-cadre ;
- lorsque 90 % du montant maximum d'un lot de l'accord-cadre ont été atteints. Le cas échéant, la modification à la hausse est limitée à 20% du montant maximum initial.

14.8 - Garantie à première demande

Le titulaire est dispensé de constituer une garantie à la première demande.

ARTICLE 15 - MODALITÉS DE PAIEMENT

15.1 - Règlement

Les paiements des prestations afférentes à chaque marché subséquent sont à la charge des services bénéficiaires. Les règlements sont effectués dans les conditions précisées à l'article 11 du CCAG-FCS.

Après leur admission, le paiement des prestations à prix global et forfaitaire est effectué par règlement semestriel à terme échu.

A défaut de précision au cadre D du marché subséquent, la périodicité est semestrielle.

Un paiement au prorata temporis du nombre effectué de mois de maintenance peut être calculé si le service intègre (ou quitte) le marché en cours d'année.

Les prestations relevant de la maintenance corrective font l'objet d'une facturation séparée et d'un paiement unique et spécifique à chaque bon de commande. Les factures sont adressées à l'aide des informations précisées dans le marché subséquent auquel elles se réfèrent.

Le règlement est subordonné à la production préalable d'une facture en un original et un duplicata portant, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la référence du marché,
- le numéro d'engagement juridique du marché,
- **la désignation explicite des prestations facturées** (poste et unité d'œuvre concernés, numéro de l'ordre de service, du bon de commande ou du devis, signé par un représentant du titulaire et le représentant du site),
- la période d'exécution des prestations,
- les coordonnées bancaires,
- les prix HT et TTC, avec le taux et le montant de TVA.

La facture doit parvenir par tout moyen permettant de donner une date certaine à sa réception, aux adresses indiquées par les gestionnaires à l'issue de la notification du marché.

Dans le cas d'un groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations, selon la répartition figurant à l'acte d'engagement.

Dans le cas d'un groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire.

15.2 - Facturation dématérialisée

Les factures sont transmises de façon dématérialisée.

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant : <https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e3s1> / rubrique « nous contacter »

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission :

1) Mode portail

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet, en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> pour :

- soit déposer ses factures sur le portail ;
- soit saisir directement ses factures.

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers.

L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de Données Informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée, ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro, soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

15.3 - Délais de paiement

L'administration se libère des sommes dues au titre du contrat par mandats administratifs et virements des comptes assignataires. Le délai global de paiement ne peut excéder 30 jours.

Le paiement s'effectue suivant les règles de la comptabilité publique et selon les dispositions du décret n°2013-269 du 29/03/2013 modifié relatif à la mise en œuvre du délai maximum de paiement dans les marchés publics.

Le point de départ du délai global de paiement des paiements partiels définitifs est la date de réception de la demande de paiement par l'administration, ou la date d'exécution des prestations lorsqu'elle est postérieure à la date de réception de la demande de paiement. Ces dates sont constatées par l'administration. À défaut, c'est la date de demande de paiement augmentée de deux jours qui est retenue.

Ce délai ne peut être suspendu qu'une seule fois par envoi au titulaire, huit jours avant l'expiration du délai, d'une lettre recommandée avec demande d'avis de réception postal lui faisant connaître les raisons qui s'opposent au paiement, de son fait ou de celui du sous-traitant concerné et précisant les pièces à fournir ou à compléter. Cette lettre doit indiquer qu'elle a pour effet de suspendre le délai de paiement.

À compter de la réception de la totalité des justificatifs demandés, le nouveau délai global de paiement est soit de 30 jours, soit égal au solde restant à courir à la date de suspension si celui-ci est supérieur à 30 jours. A défaut de paiement dans le délai de 30 jours, les intérêts moratoires sont dus.

Le taux des intérêts moratoires dus en cas de non-respect du délai de règlement est celui de l'intérêt légal en vigueur (taux marginal de la BCE) à la date à laquelle les intérêts moratoires ont commencé à courir, augmenté de huit points et d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €.

Lorsque le dépassement du délai n'est pas imputable à l'administration, aucun intérêt moratoire n'est dû au titulaire.

Le paiement est réputé effectué à la date de virement par le comptable public.

15.4 - Avances

Les avances sont versées conformément aux dispositions de l'option A prévue à l'article 11.1 du CCAG-FCS.

15.5 - Paiement des sous-traitants directs

Le titulaire est habilité à sous-traiter l'exécution de certaines parties de son marché, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations d'un montant supérieur à 600 € TTC.

L'entreprise sous-traitante doit obligatoirement être acceptée et ses conditions de paiement agréées par le pouvoir adjudicateur du marché subséquent (service bénéficiaire).

La présentation du sous-traitant peut intervenir au stade du dépôt de la candidature et de l'offre. En cours d'exécution du marché, la présentation du sous-traitant consiste à demander au représentant du pouvoir adjudicateur, l'établissement d'un acte spécial. La présentation s'effectue grâce au formulaire DC4.

Toute sous-traitance occulte est sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques du titulaire, comme stipulé à l'article 41.1.e) du CCAG-FCS.

Modalités de paiement direct :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 9 ci-dessus, compté à partir de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa.

Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité. Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne peut pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent accord-cadre, empiète sur le montant sous-traité.

ARTICLE 16 - MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS - PÉNALITÉS

Par dérogation aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt de plein droit, en cas de manquement à ses obligations, sans mise en demeure préalable, les pénalités prévues au présent article.

Tout manquement du titulaire à ses obligations donne lieu à pénalité.

Par dérogation à l'article 14.1.2 du CCAG-FCS, le montant total des pénalités de retard peut excéder 10 % du montant total hors taxes du bon de commande.

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est pas exonéré des pénalités d'un montant total inférieur à 1 000 € HT.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est donc intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de son obligation, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie de l'accord-cadre aux frais et risques du titulaire.

Les pénalités sont cumulables entre elles. Elles sont indiquées en hors taxe.

Les pénalités sont imputées sur la prochaine facture du service concerné et/ou sont recouvrées par le service par émission d'un titre de recette exécutoire, indépendant de toute facturation.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, l'application de pénalités telles que décrites ci-dessous :

16.1 - Pénalités pour retard d'intervention de dépannage et/ou de rétablissement

Tout retard d'intervention ou de rétablissement peut être sanctionné par une pénalité de retard de 50 € HT par heure de retard,

Ces pénalités peuvent être cumulées (retard d'intervention et retard de rétablissement).

16.2 - Pénalités pour intervention ou dépannage non concluant (actions correctives)

Compte tenu de l'obligation de résultat suite aux interventions pour mettre fin au désordre, de façon durable ou en mode dégradé selon la nature, la cause et les effets de la panne, une intervention est considérée comme non concluante si le titulaire, en cas de difficulté de diagnostic et/ou de remise en service des équipements concernés, n'a pas mis en œuvre les moyens nécessaires dans les délais impartis selon l'unité d'œuvre commandée.

Pour mettre fin au désordre dans le délai d'indisponibilité, le titulaire doit, dès son arrivée, juger de l'opportunité de :

- faire appel à un niveau d'intervention supérieur,
- appeler du personnel en renfort,
- faire approvisionner sur site les matériels, outillage, ingrédients et consommables en quantité et qualité suffisantes.

Le cas échéant, le titulaire doit prouver que l'intervention non concluante ne lui est pas imputable, en produisant une attestation de son fournisseur mentionnant son incapacité à fournir le matériel dans un délai de X jours.

Une intervention non concluante est considérée comme intervention non réalisée, et peut être sanctionnée par une pénalité égale à 5 % du montant annuel HT du bon de commande pour le service concerné.

16.3 - Pénalités pour retard dans l'exécution de prestations

16.3.1 - Maintenance préventive

Sur la base de la périodicité prévue à la gamme de maintenance, tout retard d'intervention peut être sanctionné par une pénalité de 2 % du montant annuel HT de l'UO commandée par jour calendaire de retard.

16.3.2 - Maintenance corrective

Compte-tenu de l'obligation de résultat :

- tout retard d'intervention par rapport aux délais mentionnés au devis peut être sanctionné par une pénalité de 2% du montant annuel HT de l'UO commandée par jour de retard (décompte selon article 11.2 « détail des postes (A et B) et des unités d'œuvre),
- tout retard non motivé pour fournir un devis dans le délai imparti après réception de la demande peut entraîner l'application de la pénalité pour intervention non concluante.

En outre, passé ce délai, le service bénéficiaire peut prononcer l'annulation du bon de commande et faire réaliser les prestations par un tiers au contrat.

16.3.3 - Mise en marche / mise à l'arrêt des installations

A réception de la demande formalisée d'un responsable de site, transmise aux coordonnées pour « demande d'intervention » de la fiche Contact, le titulaire doit avoir réalisé la mise en marche (ou mise à l'arrêt, ou bascule des installations) dans un délai de 3 jours ouvrés (CCTP art. 5.1.2).

Tout retard peut être sanctionné par une pénalité égale à 5 % du montant annuel HT du bon de commande pour le service concerné.

16.4 - Pénalités pour manquement aux obligations administratives du titulaire

Tout retard dans la remise de rapports d'intervention, inventaires, audits d'entrée, audits de démobilisation et autres rapports et indicateurs, mémoires, devis, planning et plus largement, tous documents relatifs au présent marché peut entraîner l'application d'une pénalité égale à 50 € HT par jour ouvré de retard, par site et par type de document.

Toute absence non excusée du titulaire aux réceptions de travaux, accompagnement aux opérations de contrôle réglementaire ou réunions diligentées par le service bénéficiaire peut entraîner l'application d'une pénalité de 350 € HT, sans mise en demeure préalable si le titulaire a été informé avec un préavis d'une semaine.

16.5 - Pénalités pour non respect des formalités du code du travail

En cas de non-respect des articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail, relatifs à la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise, le titulaire subira une pénalité égale à 10% du montant du contrat. Ce montant ne peut toutefois excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2 et L.8224-5. En cas d'absence de régularisation, le contrat peut-être rompu, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire.

16.6 - Pénalités en cas de non-respect de la clause sociale

En cas de non-respect des obligations relatives à l'insertion imputable au titulaire, une pénalité égale à 500 euros par action annuelle non réalisée pourra être appliquée.

En cas d'absence ou de refus de transmission des renseignements permettant le contrôle de l'exécution de l'action, le titulaire subira une pénalité égale à 100 euros par jour de retard à compter de la mise en demeure par le pouvoir adjudicateur.

16.7 - Récapitulatif des différents délais

Délais d'intervention et de rétablissement selon forfaits commandés

	Délai d'intervention (à réception de la demande)	Délai de rétablissement (à réception de la demande)	Référence
UO 1	Le jour ouvré contigu à la demande	72h maxi	CCAP article 11.2
UO 2	4h maxi	12h maxi	CCAP article 11.2

Autres délais contractuels

Désignation	Délai contractuel	Référence
Inventaire de départ	à réaliser dans un délai de 6 semaines à la signature du marché subséquent	CCAP article 11.4 CCTP article 7.1
PV de prise en charge des matériels	à réaliser et transmettre au service dans un délai de 6 semaines à réception du bon de commande	CCAP article 11.4 CCTP article 7.1
Mise en marche / à l'arrêt des installations	3 jours ouvrés à réception de la demande	CCTP article 5.1.2
PV contradictoire d'état des lieux de sortie	2 mois avant l'échéance du marché	CCAP article 13
Plan du processus de réversibilité et de transmissibilité	à réaliser dans les 6 mois suivant le début d'exécution du marché, et à transmettre 7 mois avant l'échéance du marché	CCAP article 13
Établissement de devis de maintenance corrective	72h à réception de la demande ou du constat de la défaillance	CCTP articles 5.1, 5.2 et 12.2
Mise à disposition d'outil de suivi du contrat	3 mois à réception du bon de commande	CCTP article 9
Classeur de maintenance	10 semaines à réception du bon de commande	CCTP article 11.1
Rapport d'intervention de maintenance préventive et dépannage	aussitôt après l'opération	CCTP articles 11.2.1 et 11.2.2
Rapport d'intervention de maintenance corrective	1 semaine après l'intervention	CCTP article 11.2.2
Rapport annuel	4 semaines avant la date anniversaire du contrat	CCTP article 11.4
Planning prévisionnel de maintenance préventive	à réaliser dans un délai de 4 semaines à réception du bon de commande	CCTP article 12
Intervention corrective suite à devis validé	30 jours maximum à réception du bon de commande	CCTP article 12.2

ARTICLE 17 - RÉFACTION - EXÉCUTION AUX FRAIS ET RISQUES

17.1 - Réfaction en cas de mauvaise exécution

En cas de mauvaise exécution des prestations, il sera fait application de l'article 30.3 du CCAG-FCS.

17.2 - Exécution aux frais et risques du titulaire

En cas de retard, désordre ou non exécution d'une partie des prestations, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de la faire exécuter par un tiers aux frais et risques du titulaire, après mise en demeure assortie d'un délai d'exécution et non suivi d'effet, dès lors que les conditions normales d'utilisation du bâtiment sont compromises du fait de la défaillance du titulaire.

L'exécution aux frais et risques peut être prononcée indépendamment de la résiliation partielle ou totale du marché, lorsque l'indisponibilité des installations entretenues excède 15 jours. Au-delà, la décision de résilier le marché sans versement d'indemnité au titulaire défaillant peut être entreprise.

Une exécution incomplète est assimilée à la non-exécution, sauf pour le titulaire à justifier des raisons qui, extérieures à son entreprise, s'opposent à la bonne et entière exécution des prestations.

NOTA IMPORTANT

L'administration prendra soin de signaler au titulaire défaillant la notification de marché de substitution, pour qu'il puisse user de son droit à suivre les travaux exécutés à ses frais et risques, en vue de sauvegarder ses intérêts.

ARTICLE 18 - RÉSILIATION

18.1 - Résiliation de l'accord-cadre

L'accord-cadre peut être résilié dans les conditions prévues au chapitre 7 du CCAG-FCS.

Le pouvoir adjudicateur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci dans les conditions prévues aux articles 39 à 44 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, le titulaire ne peut prétendre à aucune indemnité du préjudice qu'il subit du fait de cette décision.

La décision de résiliation du marché est notifiée au titulaire. La résiliation prend effet à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

Après signature de l'accord-cadre, en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5 ou D8222-7 et D8222-8 du code du travail, l'accord-cadre sera résilié, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire selon les dispositions du CCAG de référence.

La procédure d'exécution aux frais et risques tel que défini à l'article 45 du CCAG-FCS pourra être mise en œuvre.

18.2 - Résiliation des marchés subséquents

Le service bénéficiaire peut procéder à la résiliation totale ou partielle de son marché subséquent, soit pour motif d'intérêt général, soit pour faute commise par le titulaire.

Outre les cas prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS, le service bénéficiaire peut procéder à la résiliation de son marché subséquent en raison d'une faute commise par le titulaire pour :

- défaut d'exécution (absence d'actions palliatives dans les délais impartis),
- non application des prix du marché (pourcentage de rabais, taux horaires, coefficients multiplicateurs, forfaits d'intervention, prix catalogue fournisseur non appliqués...) dans les devis produits,
- non application de la franchise dans les devis ou dans le cadre de l'exécution normale du marché,

- non respect des délais d'intervention, de rétablissement et/ou d'astreinte.

Après mise en demeure préalable assortie d'un délai et restée infructueuse, précisant sous peine d'irrégularité les manquements reprochés, la résiliation intervient de droit et met fin à l'exécution du bon de commande concerné (indifféremment relatif au forfait commandé, à des prestations correctives complémentaires ou à une prestation spécifique sur devis non conforme).

Outre les cas prévus à l'article 41.1 du CCAG-FCS, le service bénéficiaire peut également mettre fin à l'exécution des prestations objet de son marché subséquent avant l'achèvement de celui-ci, si les prestations attendues ont donné lieu à l'application de pénalités dont le cumul a atteint 25 % du montant annuel, et prononcer la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

Dans ce cas, après mise en demeure préalable assortie d'un délai et restée infructueuse, la résiliation est prononcée par le représentant du pouvoir adjudicateur, sans que le titulaire ne puisse prétendre à indemnité, dans les conditions prévues à l'article 41.2 du CCAG-FCS.

En outre, le représentant du pouvoir adjudicateur peut se prévaloir des stipulations de l'article 45 du CCAG-FCS pour imputer, le cas échéant, les excédents de dépenses résultant d'un autre marché sur les sommes restant dues au titulaire. La diminution éventuelle de dépenses reste acquise à la personne publique.

Compte tenu :

- de l'objet du marché,
- du caractère opérationnel du maintien en condition opérationnel des équipements à maintenir en parfait état de fonctionnement,
- de l'obligation du maître d'ouvrage d'assurer la mise en sécurité des personnes et des biens relevant de sa responsabilité pénale,

après notification au titulaire de la résiliation prononcée, l'administration se réserve le droit de faire exécuter les prestations et actions à objet identique par une partie tiers au contrat, notamment par l'application de l'article 17.2 « exécution aux frais et risques du titulaire ».

18.3 - Perte de l'exclusivité contractuelle

Pour les prestations de maintenance correctives hors forfait, le titulaire peut perdre son exclusivité contractuelle et être mis en concurrence avec une entreprise tierce dans les cas suivants :

- lorsque le délai contractuel de remise de devis est dépassé ;
- lorsque la date de démarrage ou le délai de réalisation des prestations est dépassé ;
- lorsque le montant d'un devis n'est pas cohérent avec les prix moyens observés sur le marché économique ou n'est pas en concordance avec les lignes des annexes financières à l'acte d'engagement.
- pour des prestations non prévues aux BPU.

Sous ces conditions, et sur la base du descriptif précis des prestations demandées au titulaire et reprises dans son devis, les services peuvent solliciter deux autres devis.

Après analyse, si le devis du titulaire reste plus élevé, ils devront se rapprocher de lui pour demander une justification des écarts assortie ou non d'une contre-proposition. En cas de non-réponse ou à défaut d'amélioration de la proposition, les services pourront contracter avec la société mieux disante.

Dans ce cas, le titulaire sera informé des raisons, et devra néanmoins participer aux opérations de réception pour la maintenance ultérieure.

D'autre part, si le titulaire a été mis en pénalité pour dépassement de délai avec annulation de son bon de commande, les prestations pourront être commandées à un tiers au contrat (cf. article 16.3).

ARTICLE 19 - ACCÈS RESTREINT À CERTAINS SITES OU ZONES

Les prescriptions ci-dessous valent pour les services de sécurité publique ou pénitentiaires, et pour tout site dont les accès sont restreints, ou dont certaines zones sont réglementées par la loi ou par le règlement particulier du site.

En conséquence, le titulaire doit se conformer aux stipulations de l'article 5.3 du CCAG-FCS.

19.1 - Accès - Consignes

Au cours de son intervention dans les locaux de la personne publique, le personnel du titulaire est assujéti aux règles d'accès et de sécurité établies par la personne publique (cf. CCAP annexe 2).

Le prestataire doit fournir une liste des données relatives aux intervenants, pour les habilitier préalablement à leur première intervention sur le site.

Pour chaque personnel, cette liste doit comporter les références de la carte d'identité, ou carte de séjour pour les étrangers avec copies du titre de travail (article R620-3 du code du travail, introduit par décret n° 86.524 du 13/03/1986). Tout étranger titulaire d'un titre de travail périmé sera être exclu du site.

Pour certains établissements, le gestionnaire de site peut remettre au titulaire un jeu de clés et badges permettant l'accès aux locaux contenant les équipements à maintenir.

A la fin du présent accord-cadre, le titulaire restitue les badges et les clés au gestionnaire, y compris les doubles et/ou copies qu'il aurait pu réaliser.

Si la perte ou le vol d'une clé impose le remplacement d'un ensemble de fermetures pour raison de sécurité, le représentant du pouvoir adjudicateur peut demander au titulaire le remboursement des frais occasionnés par le remplacement de ces dispositifs de fermeture.

19.2 - Contrôle nominatif

Une liste nominative des personnels intervenant dans les locaux doit être établie et fournie par le titulaire.

Le titulaire doit certifier que l'ensemble du personnel qu'il emploie est en règle au regard des dispositions légales et réglementaires relatives à la main-d'œuvre.

Le titulaire s'engage à tenir à jour cette liste nominative.

19.3 - Contrôle des accès - Sites à sécurité accrue

Tout le personnel de l'entreprise doit être muni d'un laissez-passer avec photographie et de sa carte d'identité ou titre de travail pour les ouvriers étrangers. Des contrôles inopinés de corrélation avec le registre unique du personnel sont susceptibles d'être effectués à tout moment. Les laissez-passer devront être restitués en fin de marché.

La liste des véhicules privés est fournie au pouvoir adjudicateur dès la notification du marché.

Si les impératifs de sécurité d'un service bénéficiaire l'exigent, l'accès à certains locaux d'un ou plusieurs personnels du titulaire peut être refusé.

Le titulaire s'engage à ne pas communiquer, en France et à l'étranger, sous quelque forme que ce soit, les renseignements recueillis pendant l'exécution des prestations.

D'une façon générale, le personnel du titulaire est tenu à la plus entière discrétion pour tout ce qui concerne le service bénéficiaire, tant vis-à-vis du personnel que de tiers, y compris après l'échéance du contrat.

NOTA IMPORTANT

Pour les sites à accès restreint, les dispositions de l'annexe 2 au présent CCAP seront strictement respectées.

ARTICLE 20 - ASSURANCES

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification de l'accord-cadre et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les co-traitants doivent justifier qu'ils ont contracté une assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil, garantissant les tiers en cas d'accidents ou dommages causés par la conduite des prestations ou leurs modalités d'exécution.

Conformément à l'article 9 du CCAG-FCS, le titulaire doit justifier de l'étendue des garanties souscrites et de la mise à jour de ses cotisations, au moyen d'une copie du contrat d'assurance et des avenants éventuels.

L'ensemble des prestations dues sera exécuté par le personnel du titulaire, affecté à l'exécution des obligations contractuelles. Pendant toute la durée d'exécution, le titulaire est responsable des dommages qui pourraient être causés aux personnes, aux biens ou aux installations réalisant les prestations.

En conséquence, il s'engage à souscrire une assurance aux garanties en rapport avec l'importance de la prestation, et couvrant les conséquences pécuniaires des risques et responsabilités découlant de ses prestations.

Le titulaire s'engage à produire toute nouvelle attestation pendant la durée du présent accord-cadre à échéance de l'attestation précédente, sans qu'il soit nécessaire d'en faire la demande, et à la transmettre aux services bénéficiaires ayant passé les marchés subséquents : l'absence de communication d'attestation ouvre droit à l'application des pénalités pour manquement aux obligations administratives du titulaire.

ARTICLE 21 - GARANTIES

Les dispositions de l'article 33 du CCAG-FCS sont seules applicables.

ARTICLE 22 - RÈGLEMENT AMIABLE - DIFFÉRENDS ET LITIGES

La réglementation de l'achat public institue comme principe la recherche du règlement amiable des conflits.

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'acheteur doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire en réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

L'acheteur s'engage à en accuser réception dans les quinze jours. L'acheteur dispose du délai prescrit par le CCAG sus-mentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire en réclamation.

Le mémoire en réclamation est à adresser à : pfra@nouvelle-aquitaine.gouv.fr

L'acheteur et le titulaire privilégient le recours au **Médiateur interne relations fournisseurs** à l'adresse suivante : mediateur-rfar@nouvelle-aquitaine.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties peuvent saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant :

<https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/mediateur-des-entreprises-contacter-le-mediateur>

En cas d'échec de cette dernière, les parties peuvent saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties peuvent néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

Le comité consultatif de règlement amiable compétent a lui pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable.

Dans l'hypothèse où le différend n'aurait pas trouvé de solution acceptable pour les deux parties, il appartient à la plus diligente d'entre elles, si elle s'y croit fondée, de saisir la juridiction compétente du litige en cause dans le cadre d'un recours contentieux.

ARTICLE 23 - JURIDICTION COMPÉTENTE

En cas de litige relatif à l'exécution du marché, le droit français est seul applicable et les tribunaux français seuls compétents, conformément aux dispositions de l'article R221-3 du Code de justice administrative.

La juridiction compétente est le tribunal administratif de BORDEAUX :

Tribunal administratif de Bordeaux
9 rue Tastet
33 000 BORDEAUX
Tél : 05 56 99 38 00 - Fax : 05 56 24 39 03

ARTICLE 24 - DÉROGATIONS AUX DOCUMENTS GÉNÉRAUX

L'article 2 du présent CCAP déroge aux articles 3.7.1, 13, 14 et 30 du CCAG-FCS.

L'article 14.6.2 du présent CCAP déroge aux dispositions des articles 38 et 41 du CCAG-FCS.

L'article 15.4 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 11.1 du CCAG-FCS.

L'article 16 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 14 du CCAG-FCS.

L'article 18.4 du présent CCAP déroge aux dispositions de l'article 41.1 du CCAG-FCS.

ANNEXES

Annexe 1 : liste des services adhérents.

Annexe 2 : conditions d'accès dans les services de Police, Gendarmerie et établissements pénitentiaires.

Annexe 3 : procédure de dématérialisation des factures des fournisseurs des services de l'État.

Annexe 4 : clause de performance énergétique avec intéressement (PFI) .

GLOSSAIRE

AE	acte d'engagement
BPU	bordereau des prix unitaires
CCAG-FCS	cahier des clauses administratives générales pour fournitures courantes et services
CCAP	cahier des clauses administratives particulières
CCP	code de la commande publique
CCTP	cahier des clauses techniques particulières
CFE	centre de formalités des entreprises
CGV	conditions générales de vente
CPS	coefficient de peine et soins
CTA	centrale de traitement d'air
DCE	dossier de consultation des entreprises
DEEE	déchets d'équipements électriques et électroniques
DOE	dossier des ouvrages exécutés
DUME	document unique de marché européen
ECS	eau chaude sanitaire
ERP	établissement recevant du public
GMAO	gestion de la maintenance assistée par ordinateur
GME	gros et moyens équipements
GTB	gestion technique des bâtiments
GTC	gestion technique centralisée
HNO	heures non ouvrables
HO	heures ouvrables
LGT	logement
LST	local de services et techniques (bureaux)
MC	maintenance corrective
MP	maintenance préventive
MS	marché subséquent
OSF	outil de suivi des fluides
PAC	pompe à chaleur
PCS	pouvoir calorifique supérieur
PFI	performance énergétique avec intéressement
PLACE	plate-forme des achats de l'État
RC	règlement de consultation
RGPD	règlement général sur la protection des données
RPA	représentant du pouvoir adjudicateur
UO	unité d'œuvre